



17.046

**Schweizer Recht
statt fremde Richter
(Selbstbestimmungs-Initiative).
Volksinitiative**

**Le droit suisse
au lieu de juges étrangers
(initiative pour l'autodétermination).
Initiative populaire**

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 13.03.18 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 30.05.18 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.06.18 (ORDNUNGSANTRAG - MOTION D'ORDRE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 06.06.18 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.06.18 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 15.06.18 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 15.06.18 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Le président (de Buman Dominique, président): Dans le cadre du débat général, nous traiterons aussi la proposition de la minorité I (Pfister Gerhard), relative à l'entrée en matière sur le projet 3, ainsi que celle de la minorité II (Rutz Gregor) à l'article 2 du projet 1.

Piller Carrard Valérie (S, FR), pour la commission: L'initiative populaire "Le droit suisse au lieu de juges étrangers", aussi baptisée initiative pour l'autodétermination, a été déposée à la Chancellerie fédérale le 12 août 2016. Nous sommes la deuxième chambre à nous prononcer à son sujet.

Le texte veut consacrer la primauté du droit constitutionnel sur le droit international. Il prévoit la modification des articles 5, 190 et 197 de la Constitution et l'ajout d'un article 56a.

L'article 5 alinéa 4 modifié indique: "La Constitution fédérale est placée au-dessus du droit international et prime sur celui-ci, sous réserve des règles impératives du droit international."

Pour éviter des conflits de normes, l'initiative introduit dans la Constitution l'article 56a interdisant de contracter des obligations de droit international en conflit avec notre Constitution. Pour les accords déjà conclus, les autorités doivent veiller "à ce que les obligations de droit international soient adaptées aux dispositions constitutionnelles, au besoin en dénonçant les traités internationaux concernés. Les règles impératives du droit international sont réservées."

A l'article 197, la modification proposée prévoit d'appliquer les dispositions de l'initiative dès son acceptation. Cela concerne toutes les dispositions de la Constitution et toutes les obligations de droit international actuelles et futures de la Confédération et des cantons.

Enfin, l'initiative modifie l'article 190 de la Constitution sur le rôle du Tribunal fédéral. Alors qu'il est actuellement prévu que le Tribunal fédéral applique les lois fédérales et le droit international, l'initiative limite son pouvoir d'examen aux lois fédérales et aux traités internationaux. L'initiative indique aussi que les traités internationaux qu'il s'agit d'appliquer sont ceux dont l'arrêté d'approbation a été sujet ou soumis au référendum.

Cette initiative provient de l'UDC, qui est d'ailleurs le seul parti gouvernemental à la soutenir. Elle a occupé la Commission des institutions politiques de notre conseil durant une heure et quarante minutes, le 13 avril dernier. Une heure et quarante minutes, c'est peu si l'on songe aux quatre heures de débat qui ont été nécessaires au Conseil des Etats, mais, d'après la liste des orateurs, on est bien parti pour compenser ce temps en plénum. C'est que l'essentiel du travail préparatoire a été effectué par la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats, conseil prioritaire, qui y a consacré pas moins de quatre séances. C'est elle qui a entendu





tous les experts et milieux concernés. Le moins que l'on puisse dire est que cette initiative peine à convaincre en dehors de l'UDC. Aucune organisation ni association des milieux économiques ne la soutient, ni l'Union suisse des arts et métiers, ni Economiesuisse, tant les craintes sont grandes que l'insécurité juridique qui en naîtrait nuise à l'économie du pays entier.

Les experts juridiques aussi la rejettent à l'unanimité, estimant qu'elle crée plus de problèmes qu'elle n'en résout. Les initiants s'insurgent contre le fait qu'une disposition constitutionnelle adoptée par le peuple ne puisse être appliquée en raison d'un conflit avec le droit international.

Ils citent notamment trois initiatives: celle contre la construction de minarets, celle pour le renvoi de criminels étrangers et celle contre l'immigration de masse, en déplorant le fait que l'on considère que leur application se heurte à la Convention européenne des droits de l'homme.

Ainsi, au Conseil des Etats, Monsieur Minder a déclaré que la Suisse avait été soumise plusieurs fois à des décisions de juges étrangers. Cet avis n'est pas partagé par la majorité des sénateurs. Pour mémoire, la Suisse a signé la Convention européenne des droits de l'homme en 1974, et le catalogue de cette convention a été intégré à notre Constitution en 1999. De plus, chaque Etat membre de la Commission européenne des droits de l'homme envoie un ou une juge à la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg. Il est donc faux de prétendre que ce sont des juges étrangers, puisque la Suisse est représentée à Strasbourg. Ce sont nos juges, pas des juges étrangers. Ils sont élus démocratiquement par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, dont la Suisse fait partie. Dans les affaires suisses, la juge suisse est toujours présente afin d'assurer que les spécificités et faits nationaux soient pris en compte dans le jugement.

Face à la Commission des institutions politiques, la cheffe du Département fédéral de justice et police a souligné qu'il existait d'autres pistes en cours d'examen pour résoudre ce problème. Madame la conseillère fédérale Sommaruga a cité une motion prévoyant d'instaurer le référendum obligatoire pour les traités internationaux à caractère constitutionnel et une initiative parlementaire réclamant que le Parlement et le peuple soient davantage consultés sur la résiliation de traités internationaux.

Dans son message du 6 juillet 2017, le Conseil fédéral recommande de rejeter l'initiative pour l'autodétermination, qui, selon lui, fixe des règles inutiles, prévoit de mauvaises solutions et dont le texte, obscur sur plusieurs points, contient des contradictions.

Je ne vais pas lister toutes les incohérences du texte; ce serait fastidieux. Je m'en tiendrai à la contradiction la plus flagrante des initiants.

Ils promettent de clarifier la relation entre le droit suisse et le droit international, mais, en fin de compte, leur solution crée davantage d'insécurité juridique qu'elle ne résout de problèmes. Comment déterminer s'il existe un conflit entre le droit international et la Constitution? A qui accorder la compétence de déterminer s'il existe un tel conflit: au Conseil fédéral, au Parlement? Quelle procédure suivre? Autant de questions auxquelles l'initiative n'apporte aucune réponse. La seule certitude, c'est que dès qu'une contradiction apparaîtra entre une disposition constitutionnelle et un traité international, la Suisse sera obligée de renégocier le contrat, voire de le dénoncer.

AB 2018 N 641 / BO 2018 N 641

La majorité des membres de la Commission des institutions politiques estime qu'un petit pays dans un environnement très globalisé comme la Suisse a clairement intérêt à ce que les règles du droit international soient respectées. La mise en oeuvre de cette initiative risque de nuire à notre réputation comme partenaire fiable dans les relations internationales. Elle pourrait conduire à la dénonciation de traités importants relatifs aux droits humains, comme la Convention européenne des droits de l'homme. Ce à quoi la minorité Rutz Gregor, qui soutient l'initiative, oppose la menace de la primauté du droit international sur le droit suisse pour la démocratie directe et le fait que les droits de l'homme sont déjà garantis par la Constitution.

La commission vous propose, par 16 voix contre 9, de recommander le rejet de l'initiative, et donc de suivre la décision du Conseil des Etats, qui a recommandé son rejet par 36 voix contre 6 lors de la session de printemps. Concernant le contre-projet souhaité par une minorité de la commission, il ressemble beaucoup à la proposition de la minorité Caroni, débattue au Conseil des Etats. Elle introduisait une réserve dans la Constitution, avec la possibilité d'édicter dans le droit national des dispositions dérogeant au droit international, mais seulement si la norme de droit international ne garantissait pas la protection des droits de l'homme. Cette proposition a été rejetée par le Conseil des Etats par 27 voix contre 15.

Emmenée par Monsieur Gerhard Pfister, la minorité de notre commission estime qu'il y a effectivement un problème et qu'il faut le résoudre d'une autre manière. Pour réduire la tension entre droit national et international, la minorité propose de donner au Parlement et au peuple, plutôt qu'au Tribunal fédéral comme actuellement, la compétence de décider ce qui prime. A la différence de l'initiative qui veut systématiquement faire primer le



droit constitutionnel sur le droit international, la minorité propose de décider au cas par cas.

Ce contre-projet est issu d'une jurisprudence du Tribunal fédéral, dite Schubert. Cette jurisprudence indique que si le législateur a expressément voulu déroger au droit international, le droit interne s'applique. A noter que tous les experts juridiques nous ont tous mis en garde contre les risques de l'ancrage dans la Constitution de la jurisprudence Schubert, qui a été appliquée seulement deux fois, qui plus est comme solution de secours. Ils ont souligné qu'un tel contre-projet donnerait le même mauvais signal que l'initiative en provoquant une insécurité juridique. La Commission des institutions politiques de notre conseil a rejeté la proposition d'élaboration d'un contre-projet à l'initiative, par 14 voix contre 11.

Pour que votre information soit aussi complète que possible, notez encore que la Commission des institutions politiques du Conseil des Etats s'est prononcée par 8 voix contre 4 pour recommander le rejet de cette initiative sans lui opposer de contre-projet.

En conclusion, là où la flexibilité actuelle du système suisse permet de trouver des solutions sur mesure pour résoudre les conflits entre les différents niveaux du droit, l'initiative dite pour l'autodétermination prévoit d'instaurer un mécanisme rigide. Le contre-projet ne parvenant pas mieux à résoudre ce genre de conflits, la majorité de votre commission vous propose de recommander le rejet de l'initiative sans lui opposer de contre-projet.

Fluri Kurt (RL, SO), für die Kommission: Die Bundeskanzlei hat am 6. September 2016 festgestellt, dass die am 12. August 2016 eingereichte Volksinitiative "Schweizer Recht statt fremde Richter" mit 116 428 Unterschriften zustande gekommen ist. Die Staatspolitische Kommission des Nationalrates möchte die Volksinitiative "Schweizer Recht statt fremde Richter" wie bereits der Ständerat dem Volk ohne Gegenentwurf und mit einer ablehnenden Abstimmungsempfehlung zur Abstimmung vorlegen.

Mit dieser Initiative, genannt Selbstbestimmungs-Initiative, soll der Vorrang des Verfassungsrechts gegenüber dem Völkerrecht in der Bundesverfassung verankert werden. Völkerrechtliche Verpflichtungen, die der Bundesverfassung widersprechen, wären anzupassen und nötigenfalls zu kündigen. Diese Anpassungs- und Kündigungspflicht findet sowohl auf künftige als auch auf bereits bestehende Konflikte zwischen völkerrechtlichen Verträgen und der Bundesverfassung Anwendung. Zu diesem Zweck sollen in Artikel 5 Absätze 1 und 4 der Bundesverfassung die Vorrangregel und in einem neuen Artikel 56a die Anpassungs- und Kündigungspflicht verankert werden.

Nach Überzeugung des Initiativkomitees haben das Bundesgericht und der Bundesrat mit Unterstützung aus der Rechtswissenschaft den Vorrang des Völkerrechts gegenüber dem Landesrecht beziehungsweise dem Verfassungsrecht verwirklicht. Dies äussere sich darin, dass sich Bundesrat und Parlament häufig unter Verweis auf völkerrechtliche Verpflichtungen weigerten, angenommene Volksinitiativen umzusetzen, oder sie oft bloss unvollständig umsetzten. Den negativen Höhepunkt dieser Entwicklung bilde das Bundesgerichtsurteil BGE 139 I 16, worin das Bundesgericht die entscheidende Frage, wer die oberste rechtsetzende Gewalt im Staat sei, im Sinne des Völkerrechts und im Sinne der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte beantwortet. Wir erinnern uns: Das Bundesgericht stützt sich dabei auf Artikel 190 der Bundesverfassung. Das Initiativkomitee ist der Meinung, dies sei falsch, weshalb die Initiative die Bundesverfassung zur obersten Rechtsquelle erklärt, womit sichergestellt werden solle und könne, dass Normenkonflikte zugunsten des Landesrechts gelöst würden.

Die Staatspolitische Kommission Ihres Rates beantragt mit 16 zu 9 Stimmen, die Initiative dem Volk zur Ablehnung zu empfehlen. Sie stützt sich dabei auf folgende Überlegungen: In unserem Land erhalten völkerrechtliche Verträge mit ihrem Abschluss nach dem sogenannten monistischen System automatisch auch landesrechtliche Geltung. Ferner sind völkerrechtliche Normen entweder, wenn sie genügend konkret sind, direkt anwendbar oder müssen anderenfalls in unserem Rechtsetzungsprozess umgesetzt werden. Auf diese beiden Grundsätze hätte eine Annahme der Selbstbestimmungs-Initiative keinen Einfluss.

Anders sieht es hingegen mit der Absicht der Initiative aus, den Vorrang des schweizerischen Verfassungsrechts vor dem Völkerrecht zu verankern. Damit würden die heutige Rangordnung zwischen diesen beiden Rechtssystemen und das Vorgehen bei Normenkonflikten geändert. Artikel 5 Absatz 4 unserer Verfassung verlangt bekanntlich, dass Bund und Kantone das Völkerrecht beachten. Daraus wird für Bundesrat und Parlament die Pflicht abgeleitet, Normenkonflikte zwischen Landes- und Völkerrecht zu vermeiden oder im Kontext mit der ganzen Verfassung harmonisch aufzulösen.

Generell gilt es aber natürlich, keine neuen völkerrechtlichen Verträge einzugehen, die Konfliktstoff bieten. Normenkonflikte haben ihren Ursprung in der Regel darin, dass eine Verfassungs- oder Gesetzesänderung einen Konflikt mit geltendem Völkerrecht herbeiführt. Gemäss zitiertem Verfassungsauftrag – Artikel 5 Absatz 4 – ist vorerst eine völkerrechtskonforme Auslegung des neuen inländischen Rechts anzustreben. Ist dies nicht



möglich, ergibt sich nach allgemeiner Auslegung aus dieser Bestimmung, dass die völkerrechtlichen Normen vorgehen.

Trotz dieses Grundsatzes anerkennt das Bundesgericht aber gewisse Ausnahmen zugunsten des Landesrechts. Wir nehmen damit Bezug auf die sogenannte Schubert-Praxis, welche zusammengefasst so lautet, dass grundsätzlich Völkerrecht dem derogierenden Gesetzesrecht vorgeht, ausser wenn das Parlament bewusst ein völkerrechtswidriges Gesetz erlassen hat. Das Urteil, das diese Praxis begründet, ist BGE 99 Ib 39. Als Gegen Ausnahme hat das Bundesgericht aber statuiert, dass internationale Menschenrechtsgarantien einem Bundesgesetz stets vorgehen. Das entsprechende Urteil ist BGE 125 II 417, dabei handelt es sich um die sogenannte PKK-Praxis. Weitere, ausführliche Überlegungen zur Problematik der Normenkollision finden Sie in der Botschaft auf den Seiten 5368 bis 5378.

Ganz klar aber ist eine generelle Lösung all dieser Fragen im Falle einer Annahme dieser Initiative nicht absehbar. Der Mehrheit der Kommission ist aber auch klar, dass der Grundsatz "Pacta sunt servanda", das heisst, abgeschlossene Verträge sind einzuhalten, aus Gründen der Rechtssicherheit hochzuhalten ist. Die Kommission weist insbesondere darauf

AB 2018 N 642 / BO 2018 N 642

hin, dass die Schweiz als Kleinstaat im globalisierten Umfeld auch aus volkswirtschaftlichen Überlegungen und Gründen ein grosses Interesse an der Einhaltung von völkerrechtlichen Regeln hat. Sie ist der Ansicht, dass die Volksinitiative den Ruf der Schweiz als verlässliche Partnerin in den internationalen Beziehungen gefährden könnte. Und wer will schon mit einem unzuverlässigen Partner Verträge eingehen? Auch befürchtet die Kommission, dass die Annahme der Initiative die Kündigung von wichtigen menschenrechtlichen Verträgen wie beispielsweise der Europäischen Menschenrechtskonvention zur Folge haben könnte.

Eine Kommissionsminderheit möchte demgegenüber die Initiative dem Volk zur Annahme empfehlen. Für sie bedroht der Vorrang des Völkerrechts gegenüber dem Landesrecht die direkte Demokratie, während umgekehrt die Menschenrechte bereits durch die Bundesverfassung gewährt würden. Zur Begründung verweisen wir auf die eingangs geschilderten Ziele der Initiative.

Die Kommission hat Kenntnis genommen von den umfangreichen Abklärungsarbeiten der Kommission für Rechtsfragen des Ständerates, welche als Kommission des Erstrates die Initiative vorberaten und sich intensiv mit der Frage eines möglichen Gegenentwurfes befasst hat. Unsere Kommission hat es deshalb mit 14 zu 11 Stimmen abgelehnt, zusätzliche Anhörungen zur Ausarbeitung eines Gegenentwurfes durchzuführen. Der Kommission lag wie bereits dem Ständerat ein Antrag vor, wonach das Verhältnis von Völker- und Landesrecht in der Verfassung neu geregelt werden sollte. Sie finden das auf der Fahne, Seite 5. Gemäss diesem Vorschlag zu einem Gegenentwurf soll es dem Verfassung- und dem Gesetzgeber möglich sein, ausnahmsweise bewusst vom Völkerrecht abzuweichen. Im Falle eines Widerspruchs zwischen Völker- und Landesrecht würde in diesen Fällen das Landesrecht vorgehen, sofern die völkerrechtliche Norm nicht dem Schutz der Menschenrechte dient. Die Kommission hat die Einführung einer solchen verfassungsrechtlichen Kollisionsregel, die der geschilderten Schubert-Praxis entspricht, in Form eines direkten Gegenentwurfes zur Volksinitiative mit 14 zu 11 Stimmen ebenfalls abgelehnt. Sie gelangt mit der RK-SR und dem Ständerat zum Schluss, dass der heutige pragmatische Umgang mit Normenkonflikten einer starren Kollisionsregel vorzuziehen ist. Eine Minderheit unserer Kommission ist demgegenüber der Ansicht, dass Konflikte zwischen Völker- und Landesrecht vom Souverän, von Volk und Ständen, und nicht von den Gerichten geklärt werden sollten.

Als Fazit dieser Diskussionen bitten wir Sie deshalb, mit der Mehrheit der Kommission, die mit 16 zu 9 Stimmen das so beschlossen hat, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen und auch auf den Gegenvorschlag nicht einzutreten. Dies hat die Kommission mit 14 zu 11 Stimmen entschieden.

Aeschi Thomas (V, ZG): Herr Fluri, ich danke Ihnen für Ihre Ausführungen. Sie kennen den Ursprung der Initiative, es sind die beiden Bundesgerichtsentscheide BGE 139 I 16 aus dem Jahr 2012 und BGE 142 II 35 aus dem Jahr 2015. Bedeuten Ihre Empfehlungen, dass die Kommission die Schubert-Praxis ablehnt, dass die Schubert-Praxis nicht mehr gelten soll und dass die Kommission damit diese neue Praxis, den Vorrang von Völkerrecht und internationalem Recht vor Landesrecht, gutheisst?

Fluri Kurt (RL, SO), für die Kommission: Die Kommission hat nicht explizit über diese Frage entschieden – sie hat sich ihr ja auch nicht gestellt. Es ging in der Kommission nicht um die Beurteilung der Schubert-Praxis. Aber den Diskussionen und dem Protokoll können Sie keine Hinweise entnehmen, wonach die Kommission die Schubert-Praxis ablehnt. Sie lehnte es aber explizit ab, die Schubert-Praxis in der Verfassung zu verankern, weil sie erstens bisher bloss zweimal angewendet wurde und weil es die Kommission falsch gefunden hätte,



eine bundesgerichtliche Praxis in der Verfassung festzuschreiben. Sie wollte es damit gewissermassen dem Bundesgericht überlassen, diese Praxis weiterzupflegen oder eben anzupassen. Aber explizit für oder gegen die Schubert-Praxis entschied die Kommission nicht.

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Herr Berichterstatter, nach einer Aussage, die Herr Luzius Mader, Vizedirektor des Bundesamtes für Justiz, vor etwa drei Monaten in der "NZZ" gemacht hat, ist es "sonnenklar", dass die Bundesverfassung dem nichtzwingenden Völkerrecht vorgeht. Und ebenso deutlich steht im Bericht des Bundesrates "Das Verhältnis von Völkerrecht und Landesrecht" von 2010, dass völkerrechtswidrige Verfassungsbestimmungen umzusetzen sind.

Hat sich die Kommission mit diesen sonnenklaren Äusserungen zum Verhältnis von nichtzwingendem Völkerrecht und Verfassungsrecht auseinandergesetzt?

Fluri Kurt (RL, SO), für die Kommission: Was Herr Mader unter "sonnenklar" versteht, müssen Sie ihn direkt fragen. Die Kommission hat sich mit dieser Frage auseinandergesetzt. Sie kennt aber Artikel 5 Absatz 4 der Verfassung, den Sie auch kennen, sowie Artikel 190. Wir haben ja vor Kurzem eingehend, ausgiebig darüber diskutiert. Wenn – eben nach Artikel 5 Absatz 4 – Volk und Kantone das Völkerrecht zu beachten haben, dann ist es umgekehrt nicht sonnenklar, dass völkerrechtswidrige landesrechtliche Bestimmungen umzusetzen sind. Zudem hat das Bundesgericht im Zusammenhang mit der Umsetzung der Masseneinwanderungs-Initiative in diesem von Herrn Aeschi zitierten ersten Entscheid ganz klar zu verstehen gegeben, dass das Bundesgericht auch bei einer wörtlichen Umsetzung der Masseneinwanderungs-Initiative das Freizügigkeitsabkommen nicht derogieren würde: Es hätte sich an das Völkerrecht gehalten.

Unter diesen beiden Aspekten hat sich dann unser Parlament, wie bekannt, bei der Umsetzung der Masseneinwanderungs-Initiative so geäußert. Unsere SPK hat keine Umkehr dieser Praxis eingeleitet.

Martullo-Blocher Magdalena (V, GR): In der Fragestunde des Nationalrates hat der Bundesrat klar festgehalten, dass es kein einziges Land auf der Welt gebe, das das eigene Recht nicht über Völkerrecht stellen würde. Wie kommt die Mehrheit der Kommission trotzdem dazu zu sagen, wenn die Schweiz mit dieser Praxis weiterfahren würde, wäre sie ein unzuverlässiger und unsicherer Partner für internationale Verträge?

Fluri Kurt (RL, SO), für die Kommission: Wenn der Bundesrat das tatsächlich wörtlich so geäußert hat, irrt er sich. Es ist mit Sicherheit nicht so, dass es kein einziges Land gibt, das sich an Völkerrecht hält. Das Gegenteil ist der Fall, sonst gäbe es kein Völkerrecht. Wenn jedes Land trotz Völkerrecht individuell binnenrechtliche Bestimmungen, die dem Völkerrecht widersprechen, nicht nur entscheiden, sondern auch durchsetzen könnte, wäre das Völkerrecht tot, und das ist es bekanntlich nicht.

Matter Thomas (V, ZH): Herr Kollege Fluri, es geht ja nicht darum, dass man Völkerrecht nicht beachtet. Wie kommen Sie darauf – Sie haben das in Ihren Ausführungen x-mal wiederholt –, dass Völkerrecht prinzipiell Vorrang hat? Wie kommen Sie auf diese Idee? Im Bericht des Bundesrates von 2010 sagt der Bundesrat ganz klar, was in einem Konfliktfall Vorrang hat.

Fluri Kurt (RL, SO), für die Kommission: Sie kennen ja die Aussagen des Bundesrates im Zusammenhang mit der Umsetzung der Masseneinwanderungs-Initiative. Wie Sie sicher bemerkt haben, bin ich jetzt Kommissionssprecher. Ich habe ausgeführt, wenn Sie mir zugehört haben, dass es bei Konflikten immer darum geht, die neue Bestimmung, die möglicherweise dem Völkerrecht widerspricht, harmonisch im Sinne der ganzen Verfassung umzusetzen und ausulegen.

Sie können nicht darüber hinwegsehen, dass derselbe Verfassungsgeber, also Volk und Stände, der unter Umständen völkerrechtswidrige Verfassungsbestimmungen beschlossen hat, eben auch Artikel 5 Absatz 4 beschlossen hat, mit der Vorschrift, das Völkerrecht sei zu beachten. Derselbe Souverän hat auch Artikel 190 der Verfassung beschlossen, wonach das Bundesgericht sich nicht nur an Gesetze unseres

AB 2018 N 643 / BO 2018 N 643

Rates zu halten hat, sondern auch an das Völkerrecht. Mit diesem Ziel- oder Interessenkonflikt hat sich die Auslegung zu befassen. Diese Abwägung hat unser Parlament im Einzelfall vorzunehmen. Es gibt keine generellen Normen, immer nur völkerrechtswidrige landesrechtliche Bestimmungen umzusetzen oder immer nur Völkerrecht anzuwenden. Man muss da immer ein Gleichgewicht zwischen den verschiedenen Auslegungsmethoden finden.

Zanetti Claudio (V, ZH): Herr Kollege Fluri, wir haben ja eine Frage zu entscheiden, die Frage nach dem an-



wendbaren Recht. Aber wir sind es, die entscheiden, wir hier in diesem Rat und später dann Volk und Stände. Damit ist die Frage ja eigentlich entschieden, weil wir sie immer wieder auch anders beantworten können. Es bleibt eine Schweizer Antwort auf die Frage, ob Schweizer Recht oder ausländisches Recht Vorrang haben soll. Teilen Sie die Auffassung, dass damit, egal wie wir jetzt entscheiden, die Kompetenz der Schweiz, die Frage zu entscheiden, geklärt ist?

Fluri Kurt (RL, SO), für die Kommission: Die Kommission hat sich klar gegen diese Haltung entschieden, wie schon bei früheren Entscheiden auch. Ich gehe davon aus, dass Sie sich auch als Privatperson nicht mehr frei fühlen, wenn Sie vertragliche Verpflichtungen mit irgendeinem Vertragspartner abgeschlossen haben. Und wenn Sie ausdrücklich beabsichtigen oder immer im Hinterkopf haben, den Vertrag nicht einzuhalten, wenn er Ihnen nicht passt, werden Sie sich nicht wundern dürfen, wenn Sie als unzuverlässiger Vertragspartner gelten. Dasselbe gilt auch zwischen Staaten. Deshalb ist es völlig klar – auch für die Kommission –, dass völkerrechtliche Verträge grundsätzlich einzuhalten sind, mit den inzwischen eingehend geschilderten möglichen Ausnahmen.

Portmann Hans-Peter (RL, ZH): Geschätzter Kommissionssprecher, die Initiative sagt ja, dass das zwingende Völkerrecht ausgenommen ist. Nun ist es so, dass als zwingendes Völkerrecht gerade einmal das Verbot der Folter, des Völkermordes und der Sklaverei international anerkannt sind. Können Sie mir sagen, was die Initiative sagt, wie wir mit dem humanitären Völkerrecht umgehen sollen?

Fluri Kurt (RL, SO), für die Kommission: Nach Auffassung der Initianten ist es offenbar so, dass das nicht-zwingende, humanitäre Völkerrecht durch anderslautendes Binnenrecht verletzt werden dürfte. Das wollte die Kommission nicht.

Rösti Albert (V, BE): Herr Kollege Fluri, in Ihrer Antwort zur Frage von Frau Martullo haben Sie ja bezweifelt, dass es ein anderes Land gibt, das Völkerrecht nicht über Landesrecht stellt. Ich frage umgekehrt: Können Sie mir jene Länder oder Beispiele von Ländern sagen, die Völkerrecht vor Landesrecht stellen, wenn dieses Völkerrecht nicht vorher demokratisch ins Landesrecht überführt wurde, wie dies das deutsche Bundesverfassungsgericht für Deutschland klar verlangt hat?

Fluri Kurt (RL, SO), für die Kommission: Auch das deutsche Bundesverfassungsgericht macht Abwägungen. Sämtliche EU-Länder müssen sich an EU-Recht halten, auch wenn sie landesrechtlich unter Umständen anders entschieden haben. Sonst wären die EU und andere internationale Vereinbarungen oder Organisationen schon lange zerfallen.

Pfister Gerhard (C, ZG): Ich habe den Antrag auf einen Gegenvorschlag aus zwei Gründen gestellt: Erstens bin ich der Überzeugung, dass diese Initiative eine falsche Antwort auf ein durchaus bestehendes Problem ist. Falsch deshalb, weil diese Initiative insbesondere der Menschenrechtskonvention keinen verfassungsmässigen Charakter zugestehen will, sondern sie – die Menschenrechtskonvention – im Gegenteil letztendlich zur Disposition stellt. Damit stellt die Initiative ein Fundament unserer Rechtsordnung und unserer Werteordnung infrage. Deshalb ist die Initiative klar abzulehnen. Das Problem, das diese Initiative thematisiert, ist das Spannungsverhältnis zwischen Entscheiden in einer direkten Demokratie, dem Landesrecht, und den völkerrechtlichen Normen. Der Gegenvorschlag hätte eine Diskussionsbasis für eine Regelung dieses Spannungsverhältnisses darstellen können. Er hätte auch die Möglichkeit geboten, dass die Initiative allenfalls zurückgezogen werden könnte. Die Initianten gaben aber keine Zeichen, dass sie dazu bereit wären. Insofern ist der Gegenvorschlag aus einem ersten Grund obsolet.

Zweitens hat dieser Rat, der Nationalrat, selbst im Jahr 2013 ein Postulat der FDP-Liberalen Fraktion (13.3805) angenommen, das das Verhältnis zwischen Völkerrecht und Landesrecht regeln sollte. Die Begründung der FDP-Liberalen Fraktion von damals ist für mich heute noch gültig: "Die Schweiz ist als weltoffener Kleinstaat auf eine verlässliche Völkerrechtsordnung angewiesen ... Im Gegensatz zum Landesrecht ... gibt es im Verhältnis zum Völkerrecht keine klaren Hierarchiestufen – und unsere Verfassung liefert dazu keine eindeutige Antwort ausser der Respektierung des zwingenden Völkerrechts." Die FDP-Liberale Fraktion schlug damals vor, das Völkerrecht den gleichen demokratischen Verfahren zu unterstellen wie das Landesrecht. Zum vollständigen Parallelismus fehle nur das obligatorische Referendum für Völkerrecht mit verfassungsmässigem Charakter. Dies würde eine demokratische Legitimation des Völkerrechts je nach seiner Bedeutung garantieren. Des Weiteren schlug das damalige Postulat vor, in der innerstaatlichen Betrachtung das Völkerrecht – wie bereits beim Landesrecht – nach seiner demokratischen Legitimierung zu hierarchisieren, also den Vorrang im Konfliktfall je nach Normstufe festzusetzen, also entsprechend der demokratischen Legitimationsstufe.



Eine klare Mehrheit der Kommission und auch eine deutliche Mehrheit des Parlamentes sehen das, was sie 2013 noch so gesehen haben, heute deutlich anders. Aus diesem Grund ist der Antrag auf einen Gegenvorschlag obsolet geworden. Wenn die Initianten keine Bereitschaft zeigen, auf einen Gegenvorschlag einzusteigen, und wenn die klare Mehrheit des Parlamentes und der Kommission eine andere Beurteilung macht als noch vor fünf Jahren, ist es angezeigt, auf einen Gegenvorschlag zu verzichten. Denn noch einmal: Die Initiative stellt fundamentale Werte unserer Rechtsordnung infrage, und deshalb wird sie nach meiner Überzeugung auch vom Volk deutlich abgelehnt werden.

Vielleicht kann man dann nach der Ablehnung durch das Volk die Frage, die man meines Erachtens wirklich diskutieren und regeln sollte, erneut aufnehmen, nämlich wie in einer direkten Demokratie Volksentscheide und Völkerrecht zueinander stehen. Aber heute urteilt eine deutliche Mehrheit des Parlamentes und auch der Kommission so, dass es nicht der richtige Zeitpunkt sei.

Deshalb ziehe ich meinen Minderheitsantrag auf einen Gegenvorschlag zurück.

Rutz Gregor (V, ZH): Wir sind hier ins Parlament gewählt worden, um Probleme zu diskutieren und Entscheidungen zu treffen. Wir sind aber nicht gewählt worden, um Probleme auszublenden und um den heissen Brei herumzureden. Und das ist genau das, was Sie hier machen.

Die Initiative, über die wir heute Morgen diskutieren, will nichts Neues. Die Initiative will das in der Verfassung verankern, was bis vor gut fünf Jahren in unserem Land völlig unbestritten war: dass es möglich sein muss, einen demokratischen Entscheid zu treffen und nach der Volksabstimmung davon auszugehen, dass dieser gültig ist und auch umgesetzt wird. Wir stellen die Werteordnung unseres Landes nicht infrage, wie uns das vorgeworfen wird – im Gegenteil: Wir wollen sie erhalten, wir kämpfen dafür. Unsere Initiative will Rechtssicherheit schaffen, weil dies für den Wirtschaftsstandort wichtig ist, und wir wollen die Demokratie stärken.

Wenn Sie sich jetzt weigern, einen Gegenvorschlag zu bringen, wenn Sie sich weigern, diese Debatte seriös zu führen, zeigen Sie damit, dass Sie gar nicht daran interessiert sind, diese Werteordnung zu verteidigen. Ich habe es in der Kommission klipp und klar gesagt, wir haben immer so kommuniziert: Wenn Sie einen besseren Vorschlag haben, eine bessere Lösung, sind wir jederzeit bereit, darüber zu sprechen. Aber offenbar haben Sie das nicht.

AB 2018 N 644 / BO 2018 N 644

Die Fragen, die wir aufwerfen, stellen sich. Wir haben heute eine Gesetzesproduktion von nahezu 150 Seiten pro Woche. Über 50 Prozent dieser Regulierungen entstammen direkt oder indirekt internationalen Verträgen. Faktum ist: Wir gleichen unsere Rechtsordnung immer mehr internationalen Bestimmungen an, und Faktum ist auch, dass das sehr oft eine Nivellierung nach unten ist. Das wollen wir nicht. Warum sind wir so unkritisch, woher kommt denn die Opposition dagegen, dass wir unsere Werte und unsere Verfassungsordnung erhalten? Es sind sehr oft grosse Firmen, Grosskonzerne, welche von ausländischen CEO geführt sind, welche eher daran interessiert sind, die Gewinne zu maximieren, als daran, einen Beitrag ans Gemeinwesen zu leisten, welche sich nicht sehr für die politische Ordnung in diesem Land interessieren. Es ist spannend zu sehen, dass genau diese Argumentation der Grosskonzerne Schritt für Schritt von den Sozialdemokraten begleitet wird. Da müssen Sie sich einige Fragen stellen.

Was übernehmen wir alles an internationalem Recht? Es ist vollkommen absurd, was wir alles übernehmen. Natürlich ist es sinnvoll, dass man eine gewisse Anerkennung von Konformitätsbewertungen hat, dass man produktbezogene Regelungen vereinheitlicht. Das vereinfacht den Handel. Aber schauen Sie doch einmal, worum es hier geht. Es geht hier um Konformitätsvorschriften für WC-Deckel und Toilettenschüsseln. Es geht hier zum Beispiel um die Regulierung, dass man Grillhandschuhe nur noch mit Gebrauchsanleitung verkaufen darf. Das sind Sachen, die aus dem EU-Raum kommen. Sie sagen: Das muss generell vorgehen, internationales Recht muss vor Verfassungsrecht stehen. Jetzt sagen Sie: Ja, Moment, das müssen wir differenziert ansehen, so einfach ist es nicht. – Ja, richtig, so einfach ist es nicht, aber Sie machen es sich ziemlich einfach, indem Sie partout keinen Gegenvorschlag zu dieser Initiative wollen.

Wir wollen Rechtssicherheit. Rechtssicherheit heisst, dass man die Regeln kennt, dass man weiss, dass die Rechtsordnung in diesem Land gültig ist und auch durchgesetzt wird. Jetzt werden wir konfrontiert mit einer Argumentation, zum Beispiel von Economiesuisse, die sagt, diese Initiative untergrabe etablierte völkerrechtliche Prinzipien, weil sie jeden internationalen Vertrag unter einen Dauervorbehalt stelle. Auch der Kommissionsprecher hat es gesagt: Wir werden unzuverlässige Verhandlungspartner. Hören Sie auf mit diesem Blödsinn! Schauen Sie doch einmal, worum es in der Demokratie geht! Die Demokratie ist das System des Dauervorbehalts. Wenn wir hier etwas beschliessen, dann unter dem Vorbehalt, dass man später darauf zurückkommen, noch einmal darüber befinden und vielleicht anders entscheiden möchte. Wenn Sie sagen, das darf es nicht



mehr geben, heisst das, Sie wollen nicht, dass spätere Generationen noch demokratisch entscheiden können. Das würde zu einer Versteinierung des Rechts führen und zu einer Bindung künftiger Generationen. Das ist eine Ausschaltung der Demokratie, wenn Sie so argumentieren! Sie müssen das einmal zu Ende denken, was Sie uns hier vorwerfen.

Die Schubert-Praxis ist eine bewährte Praxis, aber sie wurde vom Bundesgericht am 12. Oktober 2012 faktisch ausser Kraft gesetzt, weil gesagt worden ist, internationales Recht solle generell nationalem Recht vorgehen. Das schafft Unsicherheit, weil dann Rechtssätze gelten, auf die wir keinen direkten Einfluss mehr haben, die wir vielleicht gar nicht mehr kennen und die auch nicht demokratisch legitimiert sind. Dagegen wehren wir uns. Es muss möglich sein, Abstimmungen durchzuführen, ohne dass Sie im Nachhinein kommen und sagen: Das gilt jetzt leider nicht, weil es irgendwo international einen anderen Rechtssatz gibt.

Wir wehren uns dagegen, dass wir die Demokratie in diesem Land so verlottern lassen. Hören Sie auf, um den heissen Brei herumzureden, stellen Sie sich dieser Diskussion! Bringen Sie Vorschläge, wenn Sie nicht einverstanden sind mit der Initiative, wie man es besser lösen könnte! Wenn Sie wollen, dass wir auch künftig eine unabhängige eigene Rechtsordnung haben, wenn Sie wollen, dass Stimmbürger künftig Initiativen lancieren und abstimmen können, und wenn Sie der Auffassung sind, dass wir hier Gesetzgeber sind und die Verfassung nur von Volk und Ständen geändert werden kann, dann müssen Sie entweder dieser Initiative zustimmen oder aber einen besseren Vorschlag bringen. Wenn Sie das nicht machen, dann müssen Sie sich den Vorwurf gefallen lassen, dass Sie denjenigen Kreisen helfen, welche die Demokratie abschaffen wollen – und das ist, mit Verlaub, himmeltraurig.

Moser Tiana Angelina (GL, ZH): Die Grünliberalen lehnen die Selbstbestimmungs-Initiative entschieden ab. Die Initianten nehmen mit der Initiative das weitverbreitete Unbehagen auf, dass immer mehr Dinge, die unser Leben beeinflussen, nicht direkt und alleine von uns selbst bestimmt werden können. Ich glaube, mein Vorredner hat dieses Unbehagen sehr deutlich zum Ausdruck gebracht. Die Initianten präsentieren dafür aber eine Scheinlösung, eine Scheinlösung mit schädlichen Auswirkungen.

Wir kaufen Handys aus China, wir sind vom Klimawandel betroffen, nehmen Flüchtlinge aus Konflikten in ferneren Ländern auf, wir verkaufen unsere Maschinen, Uhren und Pharmaprodukte in die ganze Welt. Die Freunde unserer Kinder kommen aus anderen Ländern, sprechen nicht nur schweizerdeutsch, sondern auch englisch, indisch oder portugiesisch. Das ist die Realität der globalisierten Welt, und die Schweiz ist ein hochglobalisiertes Land.

Wir können nicht für oder gegen die Globalisierung sein, die globalisierte Welt ist eine Tatsache. Wir können aber versuchen, sie so gut wie möglich zu gestalten. Die globalisierte Welt braucht gemeinsame Regeln. Das ist gerade für ein kleines, offenes Land wie die Schweiz absolut unabdingbar. Es ist klar, dass nicht immer alles genau nach unserem Willen geschieht. Diese Spannung, die offensichtlich sehr unangenehm ist, gilt es auszuhalten, und es gilt, immer wieder situativ neue Lösungen zu suchen.

Die Initianten wollen diese Spannung nicht aushalten. Sie wollen einfache Lösungen. Sie gaukeln der Bevölkerung vor, dass sich das Rad der Zeit zurückdrehen lässt, dass die gemeinsamen internationalen Regeln nicht wichtig sind für die Schweiz. Das ist, mit Verlaub, Ballenberg-Romantik und hat nichts, aber auch gar nichts mit der modernen Schweiz von heute zu tun. Dies zum Grundsätzlichen.

Die konkreten Gründe für die Ablehnung sind vielfältig. Die Kommissionssprecher haben sie vorhin ausführlich dargelegt. Die Initiative trifft unser Land und seine Menschen im Kern. Zentrale Gründe für den Erfolg der Schweiz sind Rechtssicherheit und Stabilität. Beide werden mit der Initiative direkt angegriffen. Durch den von der Initiative verlangten Paradigmenwechsel der Rechtsordnung würde das austarierte System in der Schweiz auf den Kopf gestellt. Die Schweiz gilt als verlässlicher Völkerrechtspartner, ohne dass sie sich blindlings einem völkerrechtlichen Diktat unterwirft. Eine starre Vorrangsklausel würde nicht nur das bisherige System infrage stellen, es würde uns auch als verlässlichen Partner degradieren.

Die Schweiz hat über 4000 völkerrechtliche Verträge abgeschlossen. Mit der Rückwirkungsklausel würden diese alle einer generellen Anpassungs- und Kündigungsregel unterstellt. Das alleine spricht schon Bände. Die erfolgreiche Schweizer Aussenwirtschaft ist auf einen funktionierenden völkerrechtlichen Rahmen angewiesen. Ein grosses Netz aus bilateralen und multilateralen Verträgen schafft ein möglichst stabiles Umfeld für unser Land. Für unsere offene Volkswirtschaft sind international verlässliche Regeln unabdingbar.

Zugegebenermassen geraten viele Errungenschaften in letzter Zeit ins Wanken. Es ist aber definitiv nicht in unserem Interesse, eine Schwächung des Systems aus der Schweiz heraus anzustreben und uns mit einem Paradigmenwechsel, wie es die Initiative vorschlägt, als verlässlichen Vertragspartner ins Abseits zu manövrieren.

Die wirtschaftlichen Auswirkungen der Initiative werden bewusst in Kauf genommen, sind aber wohl nicht das



primäre Ziel der Initiative. Das primäre Ziel ist vielmehr der Angriff auf die Europäische Menschenrechtskonvention (EMRK), denn ihre Kündigung würde faktisch als Konsequenz in Kauf genommen. Die EMRK wird als unnötig dargestellt – unnötig, da die Werte bereits in unserer Verfassung stehen. Eine Kündigung trifft jedoch die Bürgerinnen und Bürger in unserem Land direkt. Die EMRK ist die Rückversicherung für die

AB 2018 N 645 / BO 2018 N 645

Grundrechte in unserem Land und stellt damit ein urliberales Anliegen dar: den Schutz der Rechte der Bürgerinnen und Bürger vor ihrem Staat.

Die EMRK war rückblickend gerade auch in Fällen hilfreich, in denen sich die Menschen in unserem Land gegen die Willkür der Behörden wehren mussten. Die Geschichte der Verdingkinder und administrativ Versorgten in unserem Land ist ein schmerzhaftes Beispiel. Die EMRK hat hier den Betroffenen Verbesserungen gebracht. Die Einführung des Frauenstimmrechts ist ein anderes unschönes Beispiel unserer Geschichte. Darüber hinaus wird das europäische Menschenrechtssystem empfindlich geschwächt. Das kann nicht unser Ziel sein. Wir haben ein unmittelbares Interesse an der Wahrung der demokratischen Ordnung und Stabilität in Europa. Die Sicherung der Grundrechte der Bürgerinnen und Bürger ist eine wesentliche Voraussetzung dafür. Dass das keine Selbstverständlichkeit ist, hat uns nicht nur die europäische Geschichte gezeigt, die Entwicklungen in einigen neueren EU-Ländern führen uns das leider auf beunruhigende Weise vor Augen. Wir tun gut daran, diese Errungenschaften nicht nur in unserem Land hochzuhalten, sondern auch unseren Beitrag zu deren Stabilisierung über die Landesgrenzen hinweg zu leisten, denn die Folgen davon tragen wir so oder so. Wir sitzen alle im selben Boot. Das Ausspielen des Volkswillens gegen die Grundrechte zur Eigenprofilierung ist ein gefährliches Spiel. Es richtet ohne Not einen Schaden an, dessen Folgen wir früher oder später bezahlen müssen.

Die Grünliberalen sagen entschieden Nein zur Selbstbestimmungs-Initiative.

La présidente (Moret Isabelle, deuxième vice-présidente): Madame Moser, Monsieur Köppel souhaite vous poser une question. Acceptez-vous d'y répondre?

Moser Tiana Angelina (GL, ZH): Ich glaube, wir haben mit zehn Stunden genügend Zeit für eine gemeinsame Debatte; daher werde ich auf die Beantwortung von Fragen verzichten.

Chevalley Isabelle (GL, VD): Cette initiative vient de la frustration de l'UDC face à certaines décisions de la Cour européenne des droits de l'homme. Cette réaction épidermique qu'est le lancement de cette initiative extrême va mettre en danger toute notre économie, qui dépend largement de nombreux traités internationaux. Non, la Suisse n'est pas riche toute seule. Cette richesse, on la doit à nos échanges avec le monde. Chaque jour, ce ne sont pas moins de 24 000 entreprises, dont 90 pour cent de PME, qui exportent sur les marchés mondiaux. Plus de 600 traités structurent ces échanges. On peut penser à la protection des investissements, à l'Organisation mondiale du commerce et même à la protection intellectuelle. La Suisse se targue fréquemment d'être à la pointe de l'innovation, une innovation qui doit être protégée par des brevets. Si nous n'avons plus de garantie pour protéger leurs inventions, nos start-up, qui font notre fierté, quitteront simplement notre pays, et on pourra bien les comprendre. Si les règles de droit international se densifient, c'est tout simplement parce que de nombreux problèmes ne connaissent aucune frontière et exigent des règles communes.

Revenons à la CEDH. A la suite d'un recours de la Fédération des associations turques de Suisse romande, représentée par un collègue parlementaire, avocat UDC, la CEDH a donné raison à un citoyen qui avait renié publiquement en Suisse le génocide arménien, invoquant son droit à la liberté de parole. On voit bien, par cet exemple, que la CEDH est une cour qui juge en toute impartialité. De plus, cette cour protège non seulement les droits de l'homme, mais également ceux des entreprises privées. C'est une chance pour nos entreprises actives à l'étranger.

Enfin, si la Suisse ne veut pas que des juges étrangers s'immiscent dans son droit, il faudra aussi que la Suisse reconnaisse le même droit aux autres pays. Imaginons qu'un ressortissant suisse se fasse arrêter en Thaïlande pour détention de drogue. Il risque la peine de mort. La Suisse devra accepter que son citoyen finisse tué en Thaïlande, car il serait pour le moins incongru que la Suisse vienne s'immiscer dans le droit thaïlandais.

L'UDC revendique toujours moins de bureaucratie, pourtant cette initiative obligerait l'administration fédérale à analyser plus de 5000 traités conclus sur le plan international à cause de la clause de rétroactivité. Si chaque traité international doit être soumis au référendum, nous ne voterons plus quatre fois par année, mais pratiquement chaque semaine. Les citoyens apprécieront!

Cette initiative est simplement inapplicable. Cela me rappelle vaguement une autre initiative, elle aussi inappli-



cable, mais visiblement, cela importe peu aux membres de l'UDC de savoir si cela est possible ou non, pourvu que l'on parle d'eux.

Le groupe vert/libéral ne soutiendra pas ce projet, populiste et irréaliste.

La présidente (Moret Isabelle, deuxième vice-présidente): Madame Chevalley, Monsieur Köppel souhaite vous poser une question. Etes-vous d'accord?

Chevalley Isabelle (GL, VD): Non, avec une liste d'orateurs qui compte quelque huitante intervenants, nous aurons largement le temps de débattre du sujet.

Glättli Balthasar (G, ZH): Wir Grünen empfehlen die "Antimenschenrechts-Initiative" klar zur Ablehnung. Wir sind stolz auf unser Land. Wir sind stolz auf unseren demokratischen Rechtsstaat, und ein demokratischer Rechtsstaat steht eben auf zwei Beinen. Das eine Bein ist in der Schweiz stark, sehr stark: Es ist die direkte Demokratie. Sie ist besonders, sie ist mächtig, und das ist gut so. Das andere Bein ist die Rechtsstaatlichkeit, die Garantie der Grundrechte. Wir Grünen sind überzeugt, dass dieses zweite Bein ebenso stark sein muss und ebenso stark respektiert werden muss. Sonst hinkt unser Land, sonst hinkt unsere demokratische Rechtsordnung.

Warum sage ich das? Die Initiative, über die wir jetzt diskutieren, will sehr viel Kompliziertes. Aber die Botschaft an die Stimmberechtigten lautet: Verhelte endlich dem Recht zum Durchbruch, wonach die Mehrheit immer Recht hat! Sie hat immer Recht, weil sie die Mehrheit ist, selbst wenn sie beispielsweise das humanitäre Völkerrecht verletzt. Dazu sagen wir Grünen ganz überzeugt Nein.

Jede und jeder von Ihnen, die nun zuschauen, jede und jeder von uns, die in unserem Land leben, hat als Individuum das Recht, sich geschützt zu fühlen, sich gewisser Rechte sicher zu sein, auch wenn eine Mehrheit sie ihm oder ihr aberkennen will. Menschenrechte und Grundrechte sind immer auch Abwehrrechte von einzelnen Menschen gegen den Staat, gegen staatliche Willkür, dagegen, dass eben Grundrechte durch eine Mehrheit auch einfach ausgehebelt werden. Darum braucht eine starke Demokratie, zu der wir stehen, auch starke Grundrechte.

Ganz einfach formuliert: Eine Demokratie ohne Rechtsstaat, ohne Grundrechte, das ist so, wie wenn sieben Füchse und eine Gans darüber abstimmen, was es zu essen geben soll. Wir finden, die Demokratie müsse gewisse Grundrechte schützen. Hier ist es das Recht der Gans, nicht gefressen zu werden, auch wenn die Mehrheit der Abstimmenden anderer Meinung ist.

Wir Grünen wollen, dass Sie sich als Schweizerin, als Schweizer, als Mensch, der unserer Rechtsordnung unterworfen ist, gegen Behördenwillkür, gegen Diskriminierung, gegen die Verletzung Ihrer Rechte wehren können, innerhalb der Schweiz wehren können, aber notfalls auch nach Strassburg gehen können. Es wird immer gesagt, dass es diese Rechte auch in unserer Verfassung gibt. Das ist wahr. Aber diejenigen, die das sagen, verkennen, dass es bei uns eine Besonderheit in der Rechtsordnung gibt: Wir haben kein Verfassungsgericht, und entsprechend kann das Parlament auch Gesetze beschliessen, die den verfassungsmässigen Grundrechten zuwiderlaufen. Darum braucht es als Notnagel eben auch den Gang nach Strassburg.

Ein zweiter Grund, weshalb wir diese Initiative ablehnen, ist klar. Wir kennen es aus unserem Alltag: Wenn wir einen Vertrag eingehen, dann verpflichten wir uns, ihn einzuhalten. So selbstverständlich das in unserem privaten Verhältnis ist,

AB 2018 N 646 / BO 2018 N 646

so selbstverständlich muss das auch zwischen Staaten sein. Wenn wir nicht mehr zufrieden sind, ja, dann können wir den Vertrag auch kündigen. Aber was wir nicht tun können, ist, einfach zu sagen: Wir haben andere Regeln gemacht, und der Vertrag, den wir mit anderen eingegangen sind, gilt nicht mehr.

Der dritte Grund scheint mir auch für alle in der Schweiz relevant zu sein. Wir sind ein kleines Land, und gerade deshalb haben wir ein Interesse daran, dass auch im internationalen Verhältnis nicht das Recht des Stärkeren gilt, sondern das Völkerrecht.

La présidente (Moret Isabelle, deuxième vice-présidente): Monsieur Glättli, acceptez-vous de répondre à une question de Monsieur Köppel?

Glättli Balthasar (G, ZH): J'accepte de répondre à la question de mon ancien collègue, Monsieur Köppel.

Köppel Roger (V, ZH): Herr Kollege Glättli, diese Diskussionsverweigerung, die wir hier beobachten, die Sie löblicherweise nicht mitmachen, ist ein Vorgeschmack auf die Abschaffung der Demokratie, die Sie hier sehenden Auges ins Werk setzen wollen. Sie sollten sich schämen hier im Saal, das kann ich Ihnen sagen, das



ist grauenhaft! (*Remarque intermédiaire de la présidente: Votre question, s'il vous plaît!*) Jetzt frage ich Sie, Herr Glättli – die Frage richtet sich auch an die Demokratieabschaffer hier im Saal, an diese grossartige Kommissionsmehrheit -: Wer soll Ihrer Meinung nach das letzte Wort bei den Gesetzen in diesem Staat haben, die Bürgerinnen und Bürger dieses Landes sowie die Kantone, die das verfassungsmässige Recht haben, die Gesetze in diesem Land zu bestimmen, (*Remarque intermédiaire de la présidente: Une petite question!*) oder internationale Organisationen, internationale Richter? Wollen Sie dieses Recht irgendwelchen dubiosen internationalen Organisationen übertragen? Sagen Sie es mir!

Glättli Balthasar (G, ZH): Ich hoffe, dass in diesem Land weiterhin überlegte und ruhige Bürgerinnen und Bürger entscheiden – und nicht Schreihälse wie Sie.

La présidente (Moret Isabelle, deuxième vice-présidente): Monsieur Glättli, il y aurait d'autres questions, mais je pars du principe que vous ne les acceptez pas, puisque vous avez déjà quitté la tribune.

Brélaz Daniel (G, VD): Cette initiative pose beaucoup plus de problèmes qu'elle n'en résout. Elle vise a priori à remettre essentiellement en question tout jugement s'appuyant sur la Convention européenne des droits de l'homme allant à l'encontre d'une quelconque ancienne ou future initiative UDC. Mais, en pratique, ce n'est pas aussi simple, puisque la CEDH a été adoptée lorsqu'il n'y avait pas encore de droit de référendum facultatif dans ce domaine. Nos évolutions institutionnelles font que les pratiques de la CEDH ont déjà été validées plusieurs fois, au moins deux, dans notre Parlement sans que l'on recoure au droit de référendum. En plus, celles de l'ONU, qui sont les mêmes, ont aussi été validées. Il y a certes une intention très malveillante des initiants à l'égard de la CEDH, mais il n'y a aucune certitude juridique que les initiants aboutissent, parce qu'il y a aussi de bons arguments pour dire que ce que l'on applique à l'ONU et qui est inscrit dans notre propre Constitution, il faut une instance pour en juger.

Donc, on est dans une sorte de brouillard, on sème la confusion, on suscite – comme Monsieur Köppel il y a quelques instants – une espèce de haine générale contre tous ceux qui ne sont pas d'accord, y compris contre la CEDH, mais il n'en reste pas moins que, sur le fond, on n'a aucune certitude. On a toutefois des certitudes: tous les traités commerciaux et toutes les conventions de double imposition que la Suisse a signés, n'ont, en très grande majorité, pas été soumis au référendum, ce qui signifie qu'il y a un petit côté boomerang dans cette initiative.

En supposant que le peuple et les cantons, ces prochaines années, se décident de temps en temps à mettre un peu de morale dans le commerce – il y a plusieurs initiatives allant dans ce sens – et que cela implique des contradictions avec certaines dispositions issues de traités internationaux, alors ceux qui ne veulent aucune règle dans le commerce seront ceux qui, demain, peut-être, auront anéanti tout ce qu'ils avaient voulu construire. Ce n'est pas sûr que les décisions du peuple permettent cette évolution, mais c'est un risque réel auquel les initiants feraient mieux de réfléchir avant d'aboyer trop souvent à la tribune.

Il n'en demeure pas moins qu'un petit pays comme la Suisse – même si certains députés ont des ego démesurés – est confronté à la réalité suivante. Quand certains grands pays disent qu'aucune règle, à part celles de leur président, n'est dorénavant valable, est-il intelligent de s'exposer de la sorte? Cela revient à permettre à certaines instances de dire: "Vous, les Suisses, vous avez accepté une initiative qui vous permet de vous retirer de n'importe quel traité, quand vous le voulez. En effet, le droit prévu par l'initiative est clair, vous pouvez vous retirer d'un accord qui n'a pas été soumis au référendum. Tout ce que vous signez n'est que chiffon de papier puisque, à cause de l'initiative pour l'autodétermination, vos accords ne valent plus rien. Nous pouvons donc vous infliger des mesures de rétorsion ou saisir vos banques aux Etats-Unis ou ailleurs, ce qui peut faire quelques dégâts, mais nous ne pouvons pas vous empêcher de dire que les accords, d'un point de vue gouvernemental, ne valent rien. Par conséquent, quel partenaire commercial êtes-vous?"

Je suis extrêmement étonné que certaines personnes, au sein de l'UDC, par solidarité de parti, risquent de tout simplement mettre le feu à leur maison et à leur entreprise. Ceci dit, chacun est responsable de sa propre morale et de sa propre doctrine politique et le groupe des Verts, clairement, vous invite à recommander le rejet de cette initiative.

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): Was will die Initiative? Sie will den Vorrang des Verfassungsrechts gegenüber dem Völkerrecht verankern und die Behörden verpflichten, der Verfassung widersprechende völkerrechtliche Verträge anzupassen und nötigenfalls zu kündigen.

Die FDP-Liberale Fraktion lehnt die Selbstbestimmungs-Initiative klar ab. Die Initiative verspricht eine abschliessende Klärung des komplexen Verhältnisses zwischen Landesrecht und Völkerrecht. Diesen Anspruch löst die Initiative bei Weitem nicht ein: Sie gaukelt uns vor, dass wir uns in einer extrem komfortablen Situation be-



finden und wir schalten und walten können, wie es uns gerade gefällt. Doch genau das Gegenteil ist der Fall: Die Initiative schafft neue Rechtsunsicherheiten, indem sie zahlreiche internationale Verträge infrage stellt.

Das Prinzip der Vertragstreue ist eigentlich einfach: Verträge sind einzuhalten. Dies gilt sowohl im privaten wie auch im öffentlichen Recht. Alle Vertragspartner dürfen von diesem wichtigen Grundsatz ausgehen. Die Initiative läuft den Interessen der Schweiz diametral zuwider. Ohne das Völkerrecht gilt das Recht des Stärkeren, und das ist nicht in unserem Sinne.

Was ist der Preis dafür? Ein diffuser, nichtmessbarer und lediglich konstruierter Gewinn an Souveränität. Damit manövrieren wir uns selber in eine ziemlich ungemütliche Lage und isolieren die Schweiz auf dem internationalen Parkett.

Die Initiative beinhaltet aus Sicht der FDP-Liberalen Fraktion auch staatspolitische Stolpersteine, denn es würde praktisch in der Verfassung festgeschrieben, dass die Schweiz gegenüber internationalen Vertragspartnern jederzeit nach eigenem Gutdünken vertragsbrüchig werden darf. Damit destabilisiert die Initiative die rechtliche Rahmenordnung der Schweiz, und Staatsverträge wären nur noch unter Dauervorbehalt gültig, wie bereits ausgeführt wurde. Das gilt nicht nur für Staatsverträge, die nicht dem fakultativen Referendum unterstellt sind, sondern infolge der Rückwirkungsklausel auch für solche, die von der Bevölkerung gutgeheissen wurden; Beispiele dafür sind die Bilateralen I und II. Wenn Staatsverträge nur noch unter Dauervorbehalt gültig sind, schwächt

AB 2018 N 647 / BO 2018 N 647

dies die Schweiz. Wer geht schon einen Vertrag mit einem unverlässlichen Partner ein?

Insgesamt hat die Schweiz etwa 5000 völkerrechtliche Verträge abgeschlossen. Alle Verträge, die nicht dem fakultativen Referendum unterstanden, müssten überprüft und nötigenfalls angepasst werden. Dieser Vorgang ist nicht ganz ohne. Die Selbstbestimmungs-Initiative ist aber auch in diesem Punkt unklar und widersprüchlich. Was genau mit "nötigenfalls angepasst" gemeint ist, bleibt offen. Wer entscheidet, wann ein Widerspruch zwischen Landes- und Völkerrecht besteht? Wer entscheidet, wann ein Vertrag anzupassen und wann er zu kündigen ist? Die Initiative suggeriert, dass man Verträge einfach anpassen könnte, jedoch sind Neuverhandlungen schwierig und je nach Thema kaum realistisch. Es braucht Neuverhandlungen, und damit man in diese eintreten würde, müsste der Partner den Anpassungswünschen entgegenkommen. Neuverhandlungen sind somit unwahrscheinlich, vor allem auch bei multilateralen Verträgen mit einer Vielzahl von Vertragspartnern. Es kann nicht im Interesse einer bürgerlichen Partei sein, ein heute flexibles, pragmatisches und gutfunktionierendes System über den Haufen zu werfen, ohne tauglichere Alternativen anzubieten.

Auch die wirtschaftlichen Gefahren werden von den Initianten ausgeblendet. Aus wirtschaftlicher Sicht wären etwa 600 Verträge mit relevantem Inhalt von der Selbstbestimmungs-Initiative betroffen. Das sind beispielsweise rund 30 Freihandelsabkommen, 120 Investitionsschutzabkommen, WTO-Verträge, über 100 Doppelbesteuerungsabkommen, Abkommen zum Schutz des geistigen Eigentums und so weiter. Wir sehen in der Initiative eine ernsthafte Gefahr für stabile Wirtschaftsbeziehungen. Sie stellt die Schweiz international ins Abseits. Wir erreichen damit das pure Gegenteil dessen, was uns die Initiative vorgibt. Die völkerrechtlichen Abkommen schaffen einheitliche internationale Spielregeln, die Handel und Investitionen erleichtern. Für die stark exportorientierte Schweizer Wirtschaft ist es wichtig, dass sie sich auf verbindliche Regeln, verbindliche Verträge verlassen kann. Schliesslich exportieren wir jährlich Waren im Wert von über 300 Milliarden Franken und haben über eine Billion Franken im Ausland investiert. Mit anderen Worten: Unser Wohlstand steht und fällt mit den Auslandaktivitäten der Schweizer Wirtschaft.

Auch der Bereich der Menschenrechte wird bei Annahme der Selbstbestimmungs-Initiative stark in Mitleidenchaft gezogen. Die Initiative richtet sich in besonderer Weise gegen die Europäische Menschenrechtskonvention beziehungsweise gegen den Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte. Nicht von ungefähr kommt das Feindbild "fremde Richter". Die Ratifizierung der EMRK durch die Schweiz im Jahre 1974 unterstand nicht dem Referendum. Daher wäre die Menschenrechtskonvention nach Annahme der Selbstbestimmungs-Initiative für die Schweizer Gerichte nicht mehr verbindlich. Konsequenterweise müsste die Schweiz aus dem Europarat austreten.

Die Initianten argumentieren, dass die Initiative der Schweiz ihre Souveränität zurückgebe. Dass man ein Stück Souveränität verliert, wenn man einen Vertrag eingeht, liegt in der Natur der Sache, von Verträgen. Aber ob man einen Vertrag eingeht oder nicht, entscheidet man in jedem Fall souverän. Die von der Initiative vorgegaukelte Souveränität entpuppt sich aber als Rohrkrepierer und führt in die selbstverschuldete Isolation. Unsere Schweiz ist ein offener Staat mit fantastischer Bundesverfassung und stabiler Rechtsstaatlichkeit. Das Völkerrecht schützt Grundrechte und fördert eine offene Weltwirtschaft. Das sind allesamt liberale Anliegen, auf welchen wir unseren Wohlstand aufgebaut haben und auf die wir stolz sein dürfen. Die Schweiz profitiert



von internationalen Beziehungen und der Rechtssicherheit, welche internationales Recht bietet. Doch es muss auch für das Schweizervolk stimmen. Voraussetzung für eine breite Akzeptanz ist ein demokratischer Prozess, der garantiert, dass nur Verträge unterschrieben werden, die unserem Land – ohne Swiss Finish bei der Umsetzung – klare Vorteile bieten oder welche die grundlegenden Werte der Schweiz auf internationaler Ebene stärken. Daran müssen wir noch arbeiten. Die Initiative "Schweizer Recht statt fremde Richter" ist dazu aus unserer Sicht aber definitiv das falsche Instrument.

Wir bitten Sie, die Selbstbestimmungs-Initiative aus Liebe zur Schweiz abzulehnen.

La présidente (Moret Isabelle, deuxième vice-présidente): Monsieur Jauslin, acceptez-vous de répondre à une question de Madame Martullo?

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): Selbstverständlich!

Martullo-Blocher Magdalena (V, GR): Ich bin froh, dass Sie die Diskussion mit Volksvertretern nicht verweigern.

Herr Jauslin, Sie haben gesagt, zahlreiche internationale Verträge würden infrage gestellt, zahlreiche Vertragsbrüche wären nötig. Nennen Sie mir bitte diese zahlreichen Beispiele von Verträgen, die man infrage stellen oder brechen müsste. Es gibt ja etliche Verträge, bei denen die Mehrheit der Schweizer Bürger eine Diskrepanz hat, diese oder Klauseln daraus also nicht will.

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): Frau Kollegin Martullo, wir haben in der Schweiz etwa 5000 völkerrechtliche Verträge abgeschlossen. Diese müssten allesamt überprüft werden. Ich kann Ihnen im Detail nicht sagen, welche von diesen 5000 Verträgen gekündigt werden müssten.

La présidente (Moret Isabelle, deuxième vice-présidente): Monsieur Jauslin, acceptez-vous de répondre à une question de Monsieur Gregor Rutz?

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): Selbstverständlich!

Rutz Gregor (V, ZH): Es wird immer wieder über die Schubert-Praxis gesprochen, auch heute Morgen. Ich möchte Sie jetzt noch einmal fragen: Sind Sie sich bewusst, dass Sie sich, wenn Sie diese Initiative ablehnen, faktisch gegen die Weiterführung dieser Praxis wenden? Sind Sie wirklich der Auffassung, dass man an Verträgen, die einmal abgeschlossen worden sind, nie mehr etwas soll ändern können?

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): Die Schubert-Praxis wurde ja in der Schweiz, soviel ich weiss, höchstens zweimal angewendet, und es ist weiterhin so, dass keine starren Regeln gelten sollen, sondern dass unsere Gerichte die Möglichkeit haben sollen, diese Abschätzungen zu machen.

La présidente (Moret Isabelle, deuxième vice-présidente): Monsieur Jauslin, acceptez-vous de répondre à une question de Monsieur Rösti?

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): Selbstverständlich!

Rösti Albert (V, BE): Ich stelle fest, es ist eine neue Praxis im Saal entstanden. Man fragt jetzt: "Akzeptieren Sie die Frage?", man sagt nicht mehr: "Es gibt eine Frage." Das ist vielleicht auch ein Zeichen, wie in diesem Rat mit der 30-Prozent-Partei zusammengearbeitet wird. (*Remarque intermédiaire de la présidente: Nous appliquons la loi, Monsieur!*) Eine Frage an Kollege Jauslin – ja, das ist eine Frage, wie man die Demokratie nimmt. (*Remarque intermédiaire de la présidente: La question s'il vous plaît, et petite!*) Eine Frage an Herrn Jauslin: Sie haben von 600 Verträgen gesprochen; diese Zahl geistert herum. Sie konnten die Frage von Frau Martullo aber nicht beantworten, welche Verträge dies sind. Ich bitte Sie, jetzt einmal mindestens drei, vier Verträge zu nennen, die unserer Verfassung dermassen widersprechen, dass sie infrage gestellt werden müssten.

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): Ich möchte es noch einmal wiederholen: Es sind etwa 5000 völkerrechtliche Verträge abgeschlossen worden, 600 Verträge mit relevantem Inhalt; so die erste Beurteilung. Es sind beispielsweise rund 30 Freihandelsabkommen und 120 Investitionsschutzabkommen. Wir haben gestern zwar nicht über Freihandelsabkommen diskutiert; Sie können aber die Liste der



Freihandelsabkommen hervorheben. Sie haben sie zur Hand, oder sie ist im Internet abrufbar.

La présidente (Moret Isabelle, deuxième vice-présidente): Monsieur Jauslin, acceptez-vous de répondre à une question de Monsieur Glarner?

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): Selbstverständlich!

Glarner Andreas (V, AG): Kollege Jauslin, ich bitte Sie, nun doch zur Sache zu sprechen. Sie wurden jetzt zweimal und werden jetzt von mir zum dritten Mal aufgefordert, uns drei, vier Beispiele zu nennen.

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): Herr Kollege Glarner, ich wiederhole mich zum dritten Mal: Die Schweiz hat rund 5000 völkerrechtliche Verträge abgeschlossen. Sie müssen einfach einsehen, meine Damen und Herren und insbesondere die Fragesteller, dass wir, wenn diese Initiative angenommen würde, einen Haufen Arbeit vor uns haben werden. Diese Verträge müssen nämlich allesamt überprüft werden, zumal sie relativ weit zurückreichen. Wenn Sie nicht selber auf dieser Liste nachschauen können, dann bemühen Sie doch bitte Ihr Parteisekretariat, das Ihnen sicher eine Liste übergeben kann, auf der aufgeführt ist, welche Freihandelsabkommen, welche WTO-Verträge und vor allem welche Doppelbesteuerungsabkommen, von denen wir übrigens ja gestern zwei besprochen haben, bestehen.

La présidente (Moret Isabelle, deuxième vice-présidente): Permettez-moi de citer une disposition du règlement de notre conseil. Es gibt ein Geschäftsreglement des Nationalrates, und dort lautet Artikel 42 Absatz 2: "Die Zwischenfrage darf erst gestellt werden, wenn die Rednerin oder der Redner diese auf eine entsprechende Frage der Präsidentin oder des Präsidenten zulässt." Monsieur Jauslin, acceptez-vous la prochaine question?

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): Selbstverständlich!

Hess Erich (V, BE): Herr Jauslin, Sie haben gesagt, dass gerade Wirtschaftsverträge allenfalls gegen diese Initiative sprechen könnten. Wieso?

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): Ich habe in meinen Ausführungen die Anzahl an Verträgen, die überprüft werden müssten, angeführt. Diese müssten alle auf den Tisch. Sie müssten einzeln darauf überprüft werden, wo es eventuell eine Differenz zu unserer Bundesverfassung gäbe; es müsste überprüft werden, wo es Kündigungen von Verträgen gäbe.

La présidente (Moret Isabelle, deuxième vice-présidente): Monsieur Jauslin, acceptez-vous de répondre à une question de Monsieur Portmann?

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): Selbstverständlich!

Portmann Hans-Peter (RL, ZH): Stellen wir doch die Gretchenfrage, die hier nie offen gestellt wurde: Ist es allenfalls möglich, dass wir, wenn diese Initiative jetzt durchkäme, aufgrund von Artikel 121a der Bundesverfassung das Abkommen über die Personenfreizügigkeit kündigen müssten und dass damit alle bilateralen Verträge dahinfallen würden? Dies notabene obwohl das Personenfreizügigkeitsabkommen natürlich auch eine Volksabstimmung durchlaufen hat und die Personenfreizügigkeit natürlich ebenfalls bundesverfassungskonform und legitimiert ist. Herr Jauslin, ist es möglich, dass das tatsächlich ein Fall wäre, in dem wir einen Vertrag kündigen müssten?

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): Das wäre tatsächlich so. Diese Überprüfung müsste stattfinden, und man könnte zum Schluss kommen, dass diese Verträge gekündigt werden müssen.

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Mit der Selbstbestimmungs-Initiative wollen wir erreichen, dass Entscheide von Volk und Ständen wieder umgesetzt werden. Wir wollen die verfassungswidrige kalte Entmachtung der Stimmbürger rückgängig machen. Denn der Grund, warum es uns in der Schweiz so gutgeht, ist, dass die Bürger bei uns das Sagen haben, ihre Entscheide also umgesetzt werden. Wenn eine Mehrheit der Stimmbürger die Regeln festlegt, nach denen kriminelle Ausländer ausgeschafft werden müssen, dann müssen diese Regeln angewendet bzw. in diesem Parlament entsprechende Regeln erlassen werden. Wenn eine Mehrheit der Stimmbürger die Zuwanderung in unser Land wieder selber steuern will, dann hat das Parlament entsprechende Gesetze zu erlassen.



Doch die Mitsprache des Volkes passt den Politikern nicht, sie passt der Verwaltung nicht, und sie passt den Richtern nicht. Das Volk stört – so hat es ein deutscher Politiker gesagt. Noch getraut sich niemand in der Schweiz, das so klar auszusprechen. Aber Politiker, Juristen, Wissenschaftler und Journalisten haben auch in der Schweiz in den letzten zehn Jahren die direkte Demokratie systematisch schlechtgeredet.

Internationales Recht und internationale Organisationen sind die Waffen in den Händen der drei Staatsgewalten, um das störende Volk in die Schranken zu weisen. Und das rechtsethische Gewand, in das die Gegner der direkten Demokratie ihre Überhöhung des internationalen Rechts kleiden, ist die Bezeichnung des internationalen Rechts als Völkerrecht – ein Etikettenschwindel erster Güte.

Der Vorrang der Bundesverfassung vor dem nichtzwingenden Völkerrecht galt in der Schweiz noch bis vor sechs Jahren. Der Bundesrat schrieb in seinem Bericht zum Verhältnis von Völkerrecht und Landesrecht, dass völkerrechtswidrige Verfassungsbestimmungen umzusetzen sind. Mit einem Urteil von Oktober 2012 haben drei Richter einer Abteilung des Bundesgerichtes diese Ordnung aus freien Stücken – einfach, weil es ihnen gefiel – auf den Kopf gestellt.

Wer sagt, die Selbstbestimmungs-Initiative schaffe die Menschenrechte ab, soll darlegen, dass die Schweiz vor dem 12. Oktober 2012 ein Unrechtsstaat war. Wer sagt, wegen der Selbstbestimmungs-Initiative würde niemand mehr mit der Schweiz einen Vertrag abschliessen, soll erklären, warum vor dem 12. Oktober 2012 Tausende Staatsverträge mit der Schweiz abgeschlossen wurden.

Kein anderer Staat auf der Welt geht davon aus, dass das internationale Recht der eigenen Verfassung vorgeht, und auch für uns ist ein genereller Vorrang des Völkerrechts ein fundamentaler Fehler, dies aus drei Gründen:

1. Völkerrecht gründet immer mehr nicht auf Verträgen, sondern auf Richtlinien, Deklarationen, Entscheiden und Urteilen von internationalen Organisationen und Gerichten, ob es nun die Uno, die OECD, der Europäische Gerichtshof oder der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte in Strassburg ist. Diese Entwicklung beschränkt die Mitsprache der Staaten und damit die Mitwirkungsrechte der Bürger. Wir in der Schweiz, die wir mit der Mitsprache der Bürger so gute Erfahrungen gemacht haben, können dieser Schleifung der direkten Demokratie nicht tatenlos zusehen. Der Vorrang der Verfassung gegenüber dem internationalen Recht stellt sicher, dass die Schweizer Bürger auch in einer globalisierten Welt, in der wir leben, mitbestimmen können.

2. Das Völkerrecht ist der Haupttreiber von Regulierung. Das hat mit der beschriebenen Entwicklung von den Verträgen hin zu den Organisationen zu tun. Ob neue Vorschriften im Steuerrecht, für die Banken, Sicherheitsvorschriften betreffend Spielsachen oder Vorschriften über Plastikgeschirr – all das kommt zu einem grossen Teil aus internationalen Organisationen. Wer den Vorrang des internationalen Rechts propagiert, propagiert den Vorrang von Überregulierung und Bürokratie gegenüber unserer freiheitlichen Wirtschaftsordnung.

3. Das Völkerrecht ist eine unflexible Ordnung. Vor allem multilaterale Verträge sind fast nicht veränderbar. Damit stehen sie im Widerspruch zur Demokratie. "Demokratie ist Herrschaft auf Zeit", hat das deutsche Bundesverfassungsgericht so treffend formuliert. Rechtsverhältnisse müssen abgeändert werden können. Wenn jemand eine Ehe eingegangen ist und der Ehegatte nicht mehr derjenige ist, der er einmal war, dann muss man gehen können. Wenn ein Land einen

AB 2018 N 649 / BO 2018 N 649

Vertrag über die Zuwanderung von Personen abgeschlossen hat, aber viel mehr Personen kommen, als man beiderseits annahm, muss man vom Vertrag Abstand nehmen können. Der Vorrang völkerrechtlicher Verträge bedeutet eine Versteinerung der Rechtsordnung. Die junge Generation wird eingeschnürt in die politischen Entscheide der Alten.

Ein eigentlicher Giftcocktail für die Schweiz entsteht aus der Verbindung des Vorrangs von internationalem Recht mit einem institutionellen Abkommen mit der EU. Mit diesem Abkommen wird der Dauerzustrom von EU-Recht ins Schweizer Recht noch zunehmen. Auf dem Papier mögen wir frei sein, ob wir es übernehmen. Aber mit dem Vorrang des internationalen Rechts stellen wir auch dieses EU-Recht über unsere Verfassung. Die EU wird damit faktisch unsere Verfassung abändern können. Durch den Zangengriff von institutionellem Abkommen einerseits und Vorrang des internationalen Rechts andererseits wird die EU der oberste Souverän der Schweizerischen Eidgenossenschaft werden.

Bleiben wir besser bei dem, was sich bewährt hat, nämlich dabei, dass wir Bürger der oberste Gesetzgeber in unserem Land sind. Direkte Demokratie macht die Menschen nachweislich glücklich, sie macht uns als Land und als Volkswirtschaft erfolgreich, und sie macht uns als Gemeinschaft stark.

La présidente (Moret Isabelle, deuxième vice-présidente): Monsieur Vogt, acceptez-vous de répondre à une question de Monsieur Thomas Aeschi?



Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Jawohl!

Aeschi Thomas (V, ZG): Herr Vogt, kennen Sie ein anderes Land, einen anderen Staat, der internationale Verträge unter allen Umständen über sein eigenes Recht stellt, wie es jetzt in der Schweiz mit dieser Praxisänderung durch das Bundesgericht von 2012 und 2015 der Fall ist?

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Der Bundesrat hat in seinem Bericht von 2010 einen Rechtsvergleich angestellt. Er ist zum Schluss gekommen, dass kein anderer Staat das Völkerrecht ausnahmslos über seine eigene Verfassung stellt. Insbesondere tut das auch die EU nicht. Der Europäische Gerichtshof in Brüssel hat erklärt, die EU könne der EMRK nicht beitreten, denn die EU akzeptiert keine fremden Richter.

La présidente (Moret Isabelle, deuxième vice-présidente): Monsieur Vogt, acceptez-vous de répondre à une question de Monsieur Glarner?

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Jawohl.

Glarner Andreas (V, AG): Verehrter Kollege Vogt, hier vorne standen nun schon einige und warnten vor dieser Initiative, die ja nichts anderes will als das, was bis 2012 ganz normal war, nämlich dass die Verfassung Vorrang vor internationalem Recht hat. Haben Sie den Eindruck, dass die Schweiz bis 2012 ein Unrechtsstaat war?

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Diesen Eindruck habe ich nicht. Die Schweiz war, wenn man etwa die Entwicklung nach dem Zweiten Weltkrieg anschaut, und ist heute noch eine florierende Volkswirtschaft. Ein wesentlicher Grund dafür ist die direkte Mitsprache der Bürger. Die Bürger können bestimmen, was hier gilt. Wenn sie das Gefühl haben, dass es in der Gesetzgebung oder in der Verwaltung Fehlentwicklungen gibt, dann können sie diese Fehlentwicklungen korrigieren. Das ist der Grund, warum die Menschen in diesem Land nachweislich so zufrieden sind.

La présidente (Moret Isabelle, deuxième vice-présidente): Monsieur Vogt, acceptez-vous de répondre à une question de Monsieur Christian Wasserfallen?

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Selbstverständlich.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Herr Kollege Vogt, ich verstehe einfach die Aufregung heute im Saal nicht. Ich meine, wir diskutieren heute über diese Initiative, mit der man eingegangene Verträge nicht einhalten will. Ihre Partei hat noch eine andere Initiative am Start, nämlich die Begrenzungs-Initiative zur Kündigung des Personenfreizügigkeitsabkommens. Dort können wir ja dann selber souverän in unserem Land darüber bestimmen und entscheiden, ob wir diesen Vertrag kündigen wollen oder nicht. Weshalb braucht es denn diese Initiative? Entscheiden Sie sich doch für das Geschäftsmodell!

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Ja, Herr Kollege Wasserfallen, die Initiative braucht es, weil wir in ganz vielen Bereichen feststellen, dass Volksentscheide nicht mehr umgesetzt werden. Beispielsweise haben wir in diesem Land zweimal an Volksabstimmungen über die Regeln zur Ausweisung krimineller Ausländer beschlossen – zweimal, es gab zwei Abstimmungen. Das Parlament hat ebenfalls ein Gesetz erlassen. Und jetzt stellen wir fest, dass jemand, ein Deutscher, der in die Schweiz gekommen ist – arbeitslos – und auf der Strasse ein paar junge Leute vermöbelt hat, nicht nach Deutschland ausgewiesen werden kann, dass diese Regeln nicht umgesetzt werden können. Dafür braucht es die Selbstbestimmungs-Initiative – damit Volksentscheide umgesetzt werden.

La présidente (Moret Isabelle, deuxième vice-présidente): Monsieur Vogt, acceptez-vous de répondre à une question de Monsieur Erich Hess?

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Jawohl, Frau Präsidentin, ich werde alle künftigen Fragen akzeptieren. Sie brauchen mir die Frage nicht mehr zu stellen.

Hess Erich (V, BE): Geschätzter Herr Nationalrat Vogt, habe ich Sie richtig verstanden: Geben wir mit dieser Initiative die Macht wieder dem Volk zurück, wie es in einer direkten Demokratie üblich ist? Mit ihr ist die Schweiz gross geworden.

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): So ist es. Das ist das Ziel dieser Initiative. Es geht darum, die direkte Demokratie zu erhalten. Denn sie und alles, was sich aus der direkten Demokratie ableitet, ist der Grund für den Wohlstand,



für den internationalen Erfolg, für das Zusammenleben der Menschen in diesem Staat. Mir liegt daran, dass die Schweiz weiterhin ein so erfolgreiches, glückliches Land bleiben kann.

Matter Thomas (V, ZH): Kollege Vogt, Sie haben ausgeführt, dass die EU nicht Mitglied der EMRK sei. Ist dann die EU ein Unrechtsstaat?

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Herr Kollege Matter, zur Frage, ob die EU eine Unrechtsorganisation ist, will ich mich hier gar nicht äussern. Aber eines kann ich sagen: Sie ist bestimmt nicht deshalb eine Unrechtsorganisation oder keine Unrechtsorganisation, weil sie bei der EMRK nicht dabei ist.

Martullo-Blocher Magdalena (V, GR): Lieber Herr Kollege Vogt, wir sprechen hier im Rat über sehr viele Gesetze, Verordnungen usw. Sie als Professor und Staatskundigen möchte ich fragen: Als wie wichtig betrachten Sie die Frage dieser Praxisänderung des Bundesgerichtes und auch die Selbstbestimmungs-Initiative für die Staatsform der Schweiz?

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Für die Geschichte der Schweiz, die im Wesentlichen auch eine Geschichte der direkten Demokratie, einer institutionalisierten Revolte der Bürger, ist, ist diese Selbstbestimmungs-Initiative fundamental. Es geht darum, unser Staatsmodell zu erhalten, auch im Hinblick auf die Wirtschaft. Denn die Wirtschaft ist erfolgreich, weil die Bürger sich gegen Regulierungen wehren können, die sie nicht brauchen, die sie zusätzlich belasten. Darum brauchen wir das Volk als Kontrollorgan, das dafür sorgt, dass unsere Unternehmen nicht weiter belastet werden.

Rösti Albert (V, BE): Herr Kollege Vogt, ich stelle Ihnen auch die Frage wie vorhin betreffend diese 600 von Economiesuisse proklamierten Verträge, die in Gefahr sein sollen. Waren

AB 2018 N 650 / BO 2018 N 650

diese Verträge vor 2012, als die Praxis noch anders war, auch in Gefahr? Hatten wir da Rechtsunsicherheit? Welche dieser Verträge sind denn so in Gefahr?

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Diese Wirtschafts- und Freihandelsverträge sind Ausfluss unserer Wirtschaftsverfassung. Darum durfte das Parlament, durfte der Bundesrat sie abschliessen. Sie stehen selbstverständlich nicht im Widerspruch zu unserer Verfassung. Wir haben eine liberale Wirtschaftsverfassung. Dazu gehört im Aussenverhältnis der Freihandel. Der einzige Vertrag, der im Widerspruch zur Verfassung steht, ist das Personenfreizügigkeitsabkommen. Aber just dieses Abkommen – alle anderen sollen angeblich infrage gestellt werden – wird nicht infrage gestellt.

Brunner Toni (V, SG): Herr Kollege Vogt, zuerst ein Kompliment: Sie heben sich wohlthuend von jenen ab, die sich hier drin der Diskussion verweigern – vielen Dank!

Das Zweite: Sie hören hier drin die Voten der Gegner der Initiative, und man hat das Gefühl, der Rechtsstaat und die fundamentalen Säulen der Schweiz seien in Gefahr wegen der Initiative. Wenn man den Gegnern zuhört, stehen wir kurz davor aufzugeben, noch ein Rechtsstaat zu sein. Können Sie dieser Argumentation etwas abgewinnen? Oder was ist eigentlich die Logik derjenigen, die jetzt so tun, als würde eine Praxis geändert, obwohl wir mit dieser Initiative eigentlich nur wollen, dass die bis 2012 gelebte Praxis und die Schubert-Praxis erhalten bleiben?

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Die Schweiz ist ein Rechtsstaat, ob sie bei der EMRK dabei ist – das ist ein Beitrag zu ihrer Aussenpolitik, den wir nicht kritisieren – oder nicht. Sie schützt auch die Grundrechte. Die Grundrechte sind in der Bundesverfassung alle aufgelistet. Jedermann kann sich vor Gericht wehren mit dem Argument, es werde in seine Grundrechte eingegriffen. Die Schweiz ist ein Rechtsstaat, und sie war es immer schon, und sie wird es hoffentlich auch weiterhin bleiben. Aber sie ist eben auch ein Staat, in dem die Bürger mitbestimmen, und darum geht es hier bei dieser Initiative.

Jans Beat (S, BS): Herr Vogt, Sie nehmen jetzt die ganze Zeit Fragen von Ihren eigenen Leuten entgegen und sagen Dinge, die Sie schon gesagt haben. Dem sagt man Filibustern. Gehe ich richtig in der Annahme, dass Sie die Strategie haben, diese Diskussion hier so lange zu führen, dass der Rat nicht mehr in dieser Session beschliessen kann, sodass Sie im November nicht irgendein Wahlproblem haben? Sehe ich es richtig, dass das Ihre Strategie ist?

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Herr Jans, das ist nicht unsere Strategie. Tatsache ist aber, dass wir, nachdem wir –



was ich sehr bedauere – feststellen mussten, dass in diesem Rat nicht offen über diese wichtige politische Frage diskutiert wird, die Fragen auf diese Weise diskutieren müssen. Ich kann Ihnen, Herr Jans, auch versichern – das meine ich zu hundert Prozent ernst -: Ich nehme alle Fragen, auch von Ihrer Seite, gerne entgegen. Kommen Sie doch nach vorn, und stellen Sie Ihre Fragen! Warum tun Sie das nicht?

Buffat Michaël (V, VD): Au nom du groupe UDC, je vous invite à soutenir cette initiative. Vous serez tous d'accord avec moi qu'une des bases du succès de notre pays réside dans le principe de démocratie directe. Le peuple est souverain et il décide lui-même ce qu'il juge bon pour lui. Ce principe, malheureusement, est fréquemment attaqué par des politiciens qui refusent d'appliquer la volonté librement exprimée par le peuple. Pour beaucoup de ces politiciens, le droit international est à placer au-dessus du droit voulu par les habitants de notre pays. En tant que représentants du peuple, il nous incombe de maintenir son droit à l'autodétermination et de ne pas l'évincer en faveur de politiques et de fonctionnaires éloignés des réalités, comme nous pouvons l'observer dans de nombreux pays qui nous entourent.

Nous avons dû malheureusement observer ces dernières années que le Conseil fédéral, le Tribunal fédéral ou encore l'administration cherchaient à donner une position prépondérante au droit international dans le débat politique ou le développement du droit suisse. Ces dernières années, nous avons eu toute une série de décisions populaires qui n'ont pas été respectées, avec comme conséquence que, malgré l'initiative "contre l'immigration de masse", nous devons encore subir chaque année entre 60 000 et 80 000 nouveaux immigrés. Malgré la votation sur le renvoi des criminels étrangers, les malfaiteurs étrangers restent et continuent de sévir dans notre pays.

Cette initiative remet enfin l'église au milieu du village. Elle permettra enfin d'appliquer rigoureusement les décisions approuvées par le peuple et les cantons. En effet, ces décisions ne sont pas un simple signal à l'intention de la classe politique, mais un mandat contraignant qui nous est donné, que cela nous plaise ou non. La Suisse a conclu des centaines d'accords internationaux, qui, dans la plupart des cas, apportent des avantages aux deux parties. La situation se complique, par contre, quand nous devons reprendre obligatoirement des modifications de traités dictées par l'autre partie, ou quand la Suisse se soumet à des tribunaux étrangers qui interprètent ces accords de manière plus extensive, voire autrement que ne le faisaient les Etats concernés au moment de la signature de l'accord.

Cette initiative est une chance pour notre pays de reléguer enfin au second plan des dispositions qui reposent sur des conventions de droit international non légitimées par notre démocratie. Nous relevons également que cette initiative n'est pas une attaque contre les droits de l'homme, puisque ces derniers sont déjà garantis depuis longtemps dans notre Constitution.

Il nous appartient aujourd'hui, comme nos ancêtres l'ont déjà fait dans le passé, d'affirmer notre droit à l'autodétermination. L'autodétermination est un bien inaliénable. L'abandonner marquerait la fin lente de notre pays en tant que tel. Soutenir cette initiative, c'est soutenir ce qui, pour beaucoup de Suissesses et de Suisses, va de soi, c'est-à-dire que, dans notre pays, le peuple et les cantons forment l'organe suprême.

Le groupe UDC vous appelle donc à recommander l'acceptation de cette initiative.

Masshardt Nadine (S, BE): Wir lehnen diese zutiefst unschweizerische SVP-Initiative ab. Sie löst keine angeblichen Probleme, sondern stellt vielmehr unsere eigenen Werte und unsere Institutionen fundamental infrage. Und, die Initiative schafft grundlos neue, tiefgreifende politische und rechtliche Probleme.

Die Schweiz steht unter anderem für Verlässlichkeit, Stabilität und Menschenrechte. Sie garantieren der Schweiz die notwendige Glaubwürdigkeit, um unsere Interessen auch im internationalen Kontext wahren zu können. Diese Grundprinzipien unseres Landes setzt die vorliegende Initiative jedoch leichtfertig und grundlos aufs Spiel.

Zu den Menschenrechten: Die Initiative ist ein Frontalangriff auf den Schutz der Menschenrechte. Fragt sich: Was sollten wir Schweizerinnen und Schweizer denn eigentlich gegen den Schutz der Menschenrechte haben? Der Schutz der Menschenrechte ist tief in unserer Kultur verankert. Die Meinungsäusserungsfreiheit, das Recht auf Freiheit oder der Schutz des Privatlebens sind keine Peanuts – es sind staatstragende Prinzipien der Schweiz. Die Initiative verrät nicht nur die eigenen Prinzipien, sondern bezüglich Menschenrechtsschutz würde die Schweiz auch zu einer Insel in Europa. Die Schweiz würde Staaten mit totalitären Zügen ein Stück näher rücken.

Klar ist, wir sind in unserer Selbstbestimmung nicht durch völkerrechtliche Bestimmungen eingeschränkt. Wir leiden im Alltag nicht unter dem Völkerrecht, im Gegenteil – obwohl wir uns dessen oft nicht bewusst sind -: Wir profitieren davon. Die EMRK zum Beispiel gibt uns allen die Möglichkeit, uns im Notfall auch gegen den Staat zu wehren, wenn dieser die Menschenrechte von uns als Individuen verletzt. Es sind also nicht fremde Rechte,



sondern es sind unsere ureigenen Rechte, die die vorliegende Initiative infrage stellt. Denken wir daran: Dank und mit dem Druck der EMRK wurde zum Beispiel das Frauenstimmrecht eingeführt, erhalten

AB 2018 N 651 / BO 2018 N 651

Asbestopfer eine Entschädigung, wurde die administrative Versorgung endlich abgeschafft.

Nebst den Menschenrechten steht die Schweiz auch für Verlässlichkeit und Stabilität. Bei einer Annahme dieser unschweizerischen Initiative würde unser Land gezwungen, gegenüber Partnerstaaten auf die eigene, selbstgewählte Unzuverlässigkeit hinzuweisen. Wir würden eine unzuverlässige Partnerin. Die Initiative würde zu dauernden Neuverhandlungen führen, und es ist unklar, wann die Initiative zu einer Kündigung eines Staatsvertrags führt und wann eben nicht. Diese drohende Rechtsunsicherheit ist nicht im Interesse der Schweiz, im Gegenteil: Wir sind auf geregelte und freundschaftliche Beziehungen zu unseren Partnerstaaten angewiesen, denn das Völkerrecht zügelt überbordende Machtpolitik von Weltmächten. Verlässlichkeit und Stabilität liegen also im ureigenen Interesse des Kleinstaates Schweiz.

Zusammengefasst: Verlässlichkeit, Stabilität und Menschenrechte stehen für unser Land. Sie sind staatstragende Prinzipien. Auf diese zutiefst schweizerischen Werte dürfen wir stolz sein. Diese wollen wir nicht gefährden.

Wir bitten Sie deshalb, diese unschweizerische Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Le président (de Buman Dominique, président): Madame Masshardt, Monsieur Amstutz aimerait vous poser une question. Est-ce que vous désirez y répondre?

Masshardt Nadine (S, BE): Nein, ich werde keine Zusatzfragen beantworten. Mit Verlaub, es ist schon erstaunlich, dass Sie von der SVP-Fraktion so viele Fragen zu Ihrer eigenen Initiative haben. Sie haben mit Einzelvoten von über vierzig Rednerinnen und Rednern eine genügende Plattform.

Amstutz Adrian (V, BE): Ich möchte die Frage stellen. Frau Masshardt muss sie nicht beantworten.

Le président (de Buman Dominique, président): Monsieur Amstutz, il est inutile de poser des questions, sachant que le destinataire ne va de toute façon pas y répondre. Cela revient à occuper inutilement le temps de parole.

Nordmann Roger (S, VD): Depuis des années, l'UDC nous a habitués au lancement d'initiatives populaires constitutionnelles inapplicables ou dangereuses, dont les objectifs relèvent plus du marketing politique que de la défense des intérêts de la Suisse et de ses habitants. Avec l'initiative dite "pour l'autodétermination", une sorte de record est malheureusement battu, tant les effets du texte proposé seraient négatifs s'il devait être accepté en votation.

En fait, l'initiative que nous examinons aujourd'hui a été mal nommée. Vu ses effets, son vrai titre aurait dû être "initiative d'autodestruction", car c'est bien une autodestruction de la Suisse que nous propose l'UDC en attaquant trois piliers essentiels.

Le premier pilier attaqué, c'est la protection des personnes contre l'arbitraire. Depuis toujours, la Suisse est attachée à la défense des libertés fondamentales. Elle a fait oeuvre de pionnière dans la promotion des droits humains. Elle est réputée pour sa haute protection des libertés individuelles.

En s'attaquant à la Convention européenne des droits de l'homme par une initiative qui vise notamment à pouvoir s'affranchir de ses normes, l'UDC s'oppose donc à l'histoire et à la culture de la Suisse. Elle tente de priver nos concitoyens d'une protection européenne qui s'inscrit pourtant dans la tradition des meilleures valeurs suisses.

Le deuxième pilier saboté, c'est la sécurité du droit. La Suisse est fille du droit. Elle a construit sa prospérité en privilégiant des normes simples et claires, qu'elle s'efforce de respecter. Or, l'initiative détruit ce principe en élaborant une grande salade juridique.

D'une part, elle opère un distinguo entre le droit suisse et le droit international, alors qu'aujourd'hui chaque convention internationale ratifiée devient automatiquement partie intégrante de l'ordre juridique suisse. D'autre part, elle crée une hiérarchie artificielle en plaçant le droit suisse au-dessus du droit international, mais tout en précisant qu'il suffit qu'un accord international ait été accepté ou soit accepté en votation populaire pour qu'il conserve son caractère contraignant. La situation est tellement confuse, d'ailleurs, que vous, membres de l'UDC, êtes obligés de poser beaucoup de questions pour essayer de clarifier le texte de votre propre initiative. Vous auriez mieux fait de rédiger une initiative claire.

Qui saura démêler cet écheveau et à quoi peut-il bien servir? En tout cas, deux points semblent déjà certains.



Il est très probable que l'initiative soit inapplicable. "Pacta sunt servanda." Sauf à dénoncer la Convention de Vienne sur le droit des traités, les articles proposés resteront certainement vides de sens. Et la Suisse deviendrait, en cas d'acceptation de l'initiative, un pays peu crédible, dont tous les autres devraient se méfier. En réalité, Mesdames et Messieurs de l'UDC, si vous n'êtes pas d'accord avec un accord international, il n'y a pas de problème, vous pouvez proposer de le résilier. On peut résilier des accords internationaux, mais, par contre, on ne peut pas garder l'accord et tricher lors de son application. Or, c'est cela que vous proposez. Le troisième pilier saboté par l'initiative, c'est la protection internationale accordée à notre pays. La Suisse est née de traités. Qu'était le Pacte de 1291 si ce n'est un accord international entre trois Etats? Et que serait la Suisse demain sans la reconnaissance de la communauté internationale et sans les garanties juridiques qu'elle génère?

Le sabotage du droit international que propose aujourd'hui l'UDC est en totale contradiction avec les multiples alliances et les nombreux traités qui ont construit peu à peu la Suisse moderne. Le droit international garantit la souveraineté des Etats. Il protège les petits pays, pour lesquels il est particulièrement précieux. Et rappelons-nous que l'alternative au droit international, c'est la force brute.

En réalité, cette initiative sabote tout ce qui fait la force de la Suisse. Elle n'a rien, mais rien du tout à faire avec l'autodétermination. Elle relève au contraire de l'autodestruction et mérite que nous recommandions de sèchement la rejeter.

In unserem Land gelten ein paar Grundprinzipien. Unter anderem gelten die Menschenrechte. Und es gilt der Handschlag. Das Wort gilt. Diese sogenannte Selbstbestimmungs-Initiative greift diese Fundamente unseres Landes an. Sie sieht vor, dass die Schweiz wortbrüchig werden kann, dass der Handschlag nicht mehr gilt. Mit dieser Logik hätte man unser Land gar nicht gründen können, denn die Schweiz ist am Anfang dank diverser Staatsverträge aufgebaut worden. Der bekannteste ist der Rütli-pakt von 1291, ein Vertrag zwischen drei Kleinstaaten. Hätte damals die schräge Logik der SVP gegolten, hätte Unterwalden nicht gemäss Pakt auf Schwyz oder auf Uri zählen können.

Was uns die SVP heute vorschlägt, ist nicht eine Selbstbestimmungs-Initiative, sondern eine Selbstzerstörungs-Initiative, denn sie macht alles kaputt, was die Schweiz stark gemacht hat. Sie erhebt die Unzuverlässigkeit zur Maxime. Sie verdient nur eine wuchtige Ablehnung.

Le président (de Buman Dominique, président): Monsieur Nordmann, Monsieur Aeschi aimerait vous poser une question. Acceptez-vous qu'il vous la pose?

Nordmann Roger (S, VD): Nein, nein, mit acht Stunden Debatte und vierzig Rednern haben Sie genug Redezeit, um Ihre Meinung zu verkünden. Sie haben mit den vierzig Rednern genug Zeit, um Ihre Fragen zu klären. Es ist nicht unser Problem, wenn Ihr Text so konfus ist, dass Sie Fragen stellen müssen.

Le président (de Buman Dominique, président): Nous sommes dans un Etat de droit et je vais vous donner lecture, en français et en allemand, de l'article 42 alinéa 2 du règlement de notre conseil: "La question ne peut être posée qu'après que l'orateur, interrogé par le président, y a consenti." Et la version allemande: "Die Zwischenfrage darf erst gestellt werden, wenn die Rednerin oder der Redner diese auf eine entsprechende Frage der Präsidentin oder des Präsidenten zulässt."

AB 2018 N 652 / BO 2018 N 652

Cela veut dire que si la personne interpellée ne veut pas y répondre, la question n'a pas à être posée. On est dans un Etat de droit. Cette affaire est réglée. (*Remarque intermédiaire Aeschi Thomas: Je voudrais vous poser une question maintenant, Monsieur le président.*) Vous pouvez poser une question, mais personne ne va y répondre. Je vous rappelle le règlement. (*Remarque intermédiaire Aeschi Thomas: Je souhaite vous poser une question, Monsieur le président!*) Non, ce n'est pas permis par la procédure. Cela suffit, Monsieur Aeschi.

Humbel Ruth (C, AG): Die CVP-Fraktion lehnt diese Initiative ab. Eine absolute Vorrangstellung des Landesrechts vor dem Völkerrecht ist nicht im Interesse unseres Landes. Das Völkerrecht, insbesondere internationale Verträge, hat im Zuge der Globalisierung quantitativ und qualitativ an Bedeutung gewonnen. Alle völkerrechtlichen Verträge gehen wir freiwillig ein, weil sie unserem Land, unserer Bevölkerung, der Gesellschaft und der Wirtschaft nützen. Die Schweiz hat über 4000 internationale Verträge abgeschlossen, und das geschah bei jedem Vertrag stufengerecht nach den demokratischen Regeln unseres Landes.

Verheerend für die Schweiz wäre die Übergangsbestimmung der Initiative, wonach die neue Verfassungsbestimmung nicht bloss auf künftige, sondern auf alle bestehenden völkerrechtlichen Verpflichtungen des Bundes und der Kantone anwendbar wäre. Alle Verträge müssten auf die neue Verfassungsbestimmung hin überprüft



und nötigenfalls gekündigt werden. In einem Vertrag, im Völkerrecht wie im Privatrecht, gilt der Grundsatz "Pacta sunt servanda" – Verträge sind einzuhalten. Gerade wir als kleiner, weltoffener Staat sind darauf angewiesen, dass Verträge eingehalten werden. Völkerrechtliche Verträge sind primär zum Schutz der Kleinen begründet, damit nicht einfach immer das Recht des Stärkeren gilt.

Mit der Annahme dieser Initiative würden wir gewissermassen ein Nichteinhalten von abgeschlossenen Verträgen androhen. Das schafft Unsicherheit und gefährdet auch wirtschaftsrelevante Verträge. Rechtssicherheit, Stabilität und Verlässlichkeit sind indes zentrale Voraussetzungen für eine florierende Wirtschaft, für unser erfolgreiches Land und für unseren Wohlstand.

Es sind aber nicht bloss wirtschaftliche Gründe, weswegen die Initiative abgelehnt werden muss. Die Schweiz mit ihrer humanitären Tradition ist den Menschenrechten verpflichtet. Im Visier der Initiative steht die Menschenrechtskonvention, und Ursache für die Initiative sind Entscheide des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte. Natürlich gibt es Entscheide des Gerichtshofes, die auch mir nicht passen. Es ist indes unverhältnismässig, deswegen die Menschenrechtskonvention infrage zu stellen, und es wäre verantwortungslos, sie zu kündigen. Es gibt auch Bundesgerichtsentscheide und erstinstanzliche Entscheide in der Schweiz, welche schwer nachvollziehbar sind.

Die Frage des Umgangs mit Konflikten zwischen Landesrecht und Völkerrecht ist allerdings nicht neu und wird seit Jahren als Spannungsfeld identifiziert, als Spannungsfeld zwischen Völkerrecht und Landesrecht in der direkten Demokratie mit einer monistischen Tradition, das heisst, dass das Völkerrecht nach seinem Inkrafttreten automatisch zu Landesrecht wird. Wir hatten die Thematik bei Volksinitiativen, welche zwar nicht gegen zwingendes Völkerrecht, aber gegen sonstige wichtige völkerrechtliche Normen versties.

2011 lag auf der Basis von parlamentarischen Initiativen ein ausgearbeiteter Entwurf vor für die Streichung von Artikel 190 der Bundesverfassung und für die Einführung einer Normenkontrolle für Bundesgesetze beziehungsweise für die Einführung einer Verfassungsgerichtsbarkeit.

Mit dem Postulat 13.3805, "Klares Verhältnis zwischen Völkerrecht und Landesrecht", hat die FDP-Liberale Fraktion den Bundesrat vor fünf Jahren beauftragt, Änderungen der Bundesverfassung zu prüfen und darüber Bericht zu erstatten: Unter anderem sollte für den Konfliktfall unter Normen gleicher Stufe geprüft werden, ob die später erlassene Norm in der innerstaatlichen Anwendung gemäss der Lex-posterior-Regel in allen Fällen vorgehen soll oder nur in qualifizierten Fällen gemäss der Schubert-Regel. In Erfüllung dieses Postulates verwies der Bundesrat im Juni 2015 auf die Bundesgerichtspraxis: Grundsätzlich geht Völkerrecht dem Landesrecht vor. Ausnahmsweise, wenn die Bundesversammlung bewusst ein völkerrechtswidriges Gesetz erlassen hat ist dieses spätere Gesetz für das Bundesgericht massgebend. Das ist die Schubert-Praxis. Der Fall Schubert wurde 1973 entschieden. Inzwischen hat sich das Bundesgericht von dieser Praxis distanziert. Das sind Schweizer und nicht fremde Richter.

Das Erodieren der Schubert-Praxis war im Ständerat mit ein Grund für die Erarbeitung eines Gegenentwurfes. Persönlich gehöre ich der Minderheit an, welche eine vertiefte Diskussion über einen Gegenentwurf begrüsst hätte. Die Frage, was gilt, wenn Landesrecht und Völkerrecht nicht vereinbar sind, ist eine politische, und es ist die Aufgabe des Gesetzgebers, auf diese politische Frage eine Antwort zu finden. Das Thema wird uns sicher weiter beschäftigen. Diese Initiative ist indes zu extrem, löst kein Problem, sondern bewirtschaftet das Phantom der fremden Richter und will uns selbstbestimmt vertragsbrüchig werden lassen und uns ins völkerrechtliche Abseits manövrieren. Damit schadet die Initiative der Schweiz.

Die CVP-Fraktion empfiehlt die Initiative zur Ablehnung.

Le président (de Buman Dominique, président): Madame Humbel, Monsieur Vogt aimerait vous poser une question. Acceptez-vous d'y répondre?

Humbel Ruth (C, AG): Im Sinne der Effizienz und weil alle Fragen die gleichen sind, nehme ich eine Frage entgegen.

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Sie haben zu Recht darauf hingewiesen, dass man sich in der Schweiz verschiedentlich entschieden hat, keine Verfassungsgerichtsbarkeit einzuführen. Andererseits ist es aber so – worauf Herr Kollege Glättli zu Recht hingewiesen hat –, dass der Gerichtshof in Strassburg heute als Verfassungsgericht in diesem Land fungiert. Wie halten Sie es damit, dass wir in diesem Land keine Verfassungsgerichtsbarkeit wollen, unser Bundesgericht den Gerichtshof in Strassburg aber trotzdem entgegen diesem Entscheid zum Verfassungsgericht gemacht hat?

Humbel Ruth (C, AG): Es sind dann eben unsere Richter, die abschliessend, gestützt auf einen Entscheid des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte, entscheiden. Es sind nicht fremde Richter.



Romano Marco (C, TI): L'iniziativa per l'autodeterminazione va respinta senza proporre un controprogetto. Ci troviamo nuovamente di fronte ad un titolo ammiccante. Chi lancia l'iniziativa tocca un malessere diffuso nella popolazione, ma nei fatti quanto proposto non è concretamente applicabile e genera più danni che soluzioni. Secondo il PPD ci sono tre argomenti fondamentali per combattere e respingere questa proposta inopportuna: prima di tutto andiamo ad annebbiare il nostro sistema giuridico. Il diritto sovranazionale è realtà, spesso e volentieri pure legittimato da votazioni popolari, quindi dal popolo svizzero, e i conflitti tra norme di rango diverso devono essere gestiti e risolti dal Parlamento e dal Tribunale federale. Secondariamente, l'iniziativa genera incertezza giuridica, creando una situazione estremamente nociva per tutti gli attori del sistema economico e sociale del paese; è quindi dannosa per la Svizzera. In terzo luogo, l'iniziativa indebolisce la Svizzera nelle relazioni internazionali perché di fatto, con le norme proposte, diverremmo un partner istituzionalmente inaffidabile, i patti sottoscritti sarebbero costantemente sottoposti a una condizionale. Di fatto ci troviamo confrontati con un'iniziativa che non riconosce l'esistenza di costrutti giuridici internazionali e nuoce gravemente al paese. Non è una questione di sovranità o indipendenza, come si sta sventolando in questo dibattito. Il Parlamento e il Tribunale federale hanno sempre avuto e avranno anche in futuro la responsabilità e il margine di manovra per – nel caso di necessità, nel caso di situazioni pratiche, nel caso di situazioni uniche – chiarire incongruenze e

AB 2018 N 653 / BO 2018 N 653

conflitti tra norme di rango diverso, norme di rango nazionale e di rango internazionale. Il problema può infatti evidenziarsi in singoli casi – questo è avvenuto nel passato recente e anche nel passato lontano –, ma con la proposta in discussione si porta una soluzione incompleta ed eccessiva. La questione è espressamente lasciata aperta nella Costituzione proprio per lasciare alle nostre istituzioni e quindi anche al popolo svizzero la flessibilità nella ricerca di soluzioni.

L'iniziativa propone di fatto un meccanismo semplice da spiegare – bisogna ritrattare e poi eventualmente disdire gli accordi – ma poi, nei fatti, è difficile se non impossibile da applicare. Non è chiaro quale sarà il ruolo del Tribunale federale, non si specifica qual è l'istituzione responsabile di disdire un accordo internazionale – sarà il Parlamento o sarà il Consiglio federale? La pratica proposta nella teoria ci metterebbe in grande imbarazzo e indebolirebbe l'immagine del nostro Paese.

Si generano problemi e non si generano soluzioni. Il PPD non vuole questo. Il PPD non vuole che, come auspicato dagli autori dell'iniziativa, sia disdetta in Svizzera la Convenzione europea dei diritti dell'uomo. Il PPD non sostiene iniziative popolari che non portano soluzioni. Con l'idea di un controprogetto – poi abbandonata perché da parte degli autori dell'iniziativa non vi è stata nessuna disponibilità a discutere un eventuale ritiro dell'iniziativa e quindi della proposta originaria oggi in discussione – si voleva eventualmente cercare una via per consolidare una pratica utile a risolvere pragmaticamente eventuali conflitti. Non essendoci disponibilità al dialogo, l'idea è caduta da sé.

Non si citi il 9 febbraio come esempio, quello era un conflitto tra norme interne svizzere nel quadro di un dossier non ritrattabile con la controparte. Quando si parla di accordi internazionali ci si riferisce a centinaia o migliaia di accordi nei settori più disparati che regolano le situazioni più diverse della nostra quotidianità. Sono regole basilari che spesso tutelano il cittadino nei confronti dello Stato e che facilitano il nostro vivere in un mondo interconnesso che noi stessi vogliamo.

La certezza del diritto in Svizzera è fattore di stabilità, fiducia nelle istituzioni e credibilità internazionale, è fondamento per la nostra neutralità. L'articolo costituzionale qui proposto sabotava il tutto.

Il PPD respinge l'iniziativa e invita il popolo a valutare le conseguenze di un'accettazione di quest'iniziativa. Vogliamo veramente disdire la Convenzione europea dei diritti dell'uomo? Personalmente non credo.

Le président (de Buman Dominique, président): Monsieur Romano, Monsieur Chiesa aimerait vous poser une question.

Chiesa Marco (V, TI): Caro collega, ho una semplice domanda: lei ha parlato della Convenzione europea dei diritti dell'uomo e della sua possibile disdetta. Vorrei sapere se in Svizzera noi come svizzeri possiamo essere garanti dei diritti dell'uomo o se abbiamo bisogno di un tribunale superiore che ci dica cosa sono i diritti dell'uomo. Io credo che, avendo la Svizzera una tradizione umanitaria, nel nostro paese si possano garantire i diritti dell'uomo. Lei è d'accordo?

Romano Marco (C, TI): Sono pienamente d'accordo con lei – e questo dimostra la totale inutilità di questa iniziativa. Ciò proprio perché la Svizzera è un partner internazionalmente affidabile, un modello nel mondo intero; la Svizzera sottoscrive queste convenzioni e partecipa a queste convenzioni, non vi si ritira.



Aeschi Thomas (V, ZG): Wie halten Sie es mit der Schubert-Praxis? Bieten Sie Hand, diese in der Verfassung zu verankern? – Es freut mich, dass der Präsident seine Praxis wieder geändert hat und jetzt nicht mehr fragt, ob Herr Romano die Frage akzeptiert.

Romano Marco (C, TI): Ich bin demokratisch und beantworte Fragen. Die Schubert-Praxis ist bekannt, das wurde heute Morgen mehrmals diskutiert. Es ist nicht nötig, sie direkt in die Verfassung zu schreiben.

Le président (de Buman Dominique, président): Monsieur Romano, Madame Martullo aimerait vous poser une question. (*Zwischenruf Romano: Auf Italienisch?*)

Martullo-Blocher Magdalena (V, GR): Das wird schwierig. Akzeptieren Sie sie auch auf Deutsch? Wunderbar. Cari amici! (*Zwischenruf Romano: Amico!*) (*Heiterkeit*) Nein, wir sprechen heute über etwas Ernsthaftes. Sie haben über die Menschenrechte gesprochen. Haben Sie denn konkrete Anzeichen, dass die Mehrheit der Schweizerinnen und Schweizer die Menschenrechte nicht einhalten möchte?

Romano Marco (C, TI): Absolut nicht. Gibt es Anzeichen dafür, dass die Schweizer Bevölkerung diese Konvention aufkündigen möchte? Nein.

Amstutz Adrian (V, BE): Herr Kollege, akzeptieren Sie die Frage? – Schön. War die Schweiz bis zur Praxisänderung im Jahr 2012 durch ein Gericht, nicht durch das Volk, ein Unrechtsstaat oder, wie man gehört hat, ein totalitärer Staat? Oder war die direkte Demokratie, wie sie bis 2012 gemäss Verfassung praktiziert wurde, nicht nur von Volk und Ständen legitimiert, sondern auch praxistauglich und menschenrechtswürdig?

Romano Marco (C, TI): Die Schweiz war und ist vor und nach 2012 das gleiche Land, das Land, wo direkte Demokratie herrscht, wo sich die Bevölkerung zu wichtigen Themen äussern kann, wo wir ein direktdemokratisches System haben, wo wir aber auch unseren Rechtsstaat respektieren.

Campell Duri (BD, GR): Die BDP-Fraktion lehnt die Selbstbestimmungs-Initiative ab. Wenn man die Entwicklung in den letzten Jahren beobachtet, stellt man fest: Es werden vermehrt Initiativen lanciert, die im Widerspruch zum Völkerrecht stehen. Dann wird lautstark der Einfluss fremden Rechts beklagt, und man hat Gründe, eine Volksinitiative zu lancieren. "Schweizer Recht statt fremde Richter" oder "Selbstbestimmungs-Initiative": Mit dem gewählten Titel wird der Eindruck erweckt, Schweizer Recht liesse sich auch in allen internationalen Beziehungen durchsetzen und man könne ein für alle Mal Klarheit schaffen. Beides ist falsch.

Die Initiative verspricht Klarheit, bewirkt aber das Gegenteil. Die Botschaft des Bundesrates listet das eindrücklich auf. Einen wesentlichen Teil dieser Unklarheiten müsste das Bundesgericht klären – das ist schon etwas paradox. Ein Bundesgerichtsurteil veranlasst die Initianten, die Selbstbestimmungs-Initiative einzureichen. Die Initiative ist aber derart unklar, dass sie letztlich wieder durch Bundesgerichtsurteile präzisiert werden müsste. Der Aufschrei wird dann gross sein, wenn das Bundesgericht die Initiative in einer Art präzisiert, die den Initianten nicht passt – das ist ja wohl auch Teil des Plans. Man kann dann regelmässig gegen die Institution Bundesgericht schiessen.

Die Initianten stören sich offenbar vor allem an der EMRK bzw. an gewissen Urteilen des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte. Man hat aber von den Initianten keine klare Antwort erhalten, ob nach der Annahme der Selbstbestimmungs-Initiative die EMRK gekündigt werden müsste. Sollte die EMRK gekündigt werden, könnte dies mit einer expliziten Initiative so gefordert werden. Mit der Selbstbestimmungs-Initiative stochern wir aber weiterhin im Nebel. Volk und Stände wissen nicht, worauf sie sich mit einem Ja zu dieser Initiative überhaupt einlassen.

Unser Gewaltenteilungssystem mit Legislative, Exekutive und Judikative bewährt sich seit der Gründung des Bundesstaates. Es sorgt für klare Regeln und weist den verschiedenen Akteuren jeweils klar definierte Rollen zu. Es sorgt für eine ausgeklügelte Balance der Macht und verhindert Machtkonzentrationen. Das funktioniert so lange gut, wie akzeptiert wird, dass die verschiedenen Akteure jeweils unterschiedliche Rollen innehaben und diese Rollen möglichst unabhängig ausüben können müssen.

In der jüngeren Geschichte des Bundesstaates wurden Elemente dieses Systems vermehrt angegriffen. Die

AB 2018 N 654 / BO 2018 N 654

völkerrechtswidrigen Initiativen habe ich erwähnt. Das Verhältnismässigkeitsprinzip wurde mit verschiedenen Initiativen torpediert. Erinnern Sie sich an die Auns-Initiative. Diese Initiative wollte, dass das obligatorische



Staatsvertragsreferendum massiv ausgeweitet wird. Das Argument war: Wir wollen, dass Volk und Stände bei diesen Staatsverträgen, bei diesem Völkerrecht viel mehr mitreden können und zwingend befragt werden müssen. 75,3 Prozent der Stimmenden und alle Kantone haben Nein zu dieser Initiative gesagt, sie haben Nein zu mehr Mitsprache beim Abschluss von völkerrechtlichen Verträgen gesagt.

Als offene und weltweit verwobene Volkswirtschaft ist die Schweiz auf ein funktionierendes, auf stabilen vertraglichen Beziehungen beruhendes Verhältnis mit Partnern auf der gesamten Welt angewiesen. Die USA oder auch China mögen auf dem Weg der Machtpolitik vielleicht einiges erreichen. Die Schweiz ist hingegen als kleines Land auf den Schutz vor Machtpolitik und daher auf das Recht als einzig mögliches und wirksames Instrument angewiesen. Seit jeher hat sich die Schweiz als Kleinstaat deshalb für die Einhaltung des internationalen Rechts eingesetzt. Dank der Vielzahl von verbindlichen internationalen Abkommen kann sie ihre Interessen erfolgreich wahren und die Einhaltung der Verpflichtungen ihrer Vertragspartner einfordern.

Die Initiative destabilisiert die rechtliche Rahmenordnung, schadet der Wirtschaft und schwächt die Schweiz auf dem internationalen Parkett empfindlich. Die BDP-Fraktion beantragt daher, diese Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Le président (de Buman Dominique, président): Monsieur Campell, Madame Martullo aimerait vous poser une question.

Campell Duri (BD, GR): Ja, ich bin bereit, am liebsten auf Romanisch. (*Heiterkeit*)

Martullo-Blocher Magdalena (V, GR): Sie können mir gerne auf Romanisch antworten – es wird wahrscheinlich nicht überzeugender. (*Unruhe*)

Mein lieber Kollege, wie erklären Sie den Schweizer Stimmbürgern, den Bündner Stimmbürgern und den Engadiner Stimmbürgern, dass sie, wenn sie abstimmen und etwas Abweichendes zu irgendeiner dieser 5000 Regelungen – in Wahrheit sind es sogar noch mehr – beschliessen, nicht zum Zuge kommen, weil das internationale Recht vor ihrem eigenen Recht gilt?

Campell Duri (BD, GR): Es stimmt einfach nicht, dass wir alles umsetzen. Wir haben ja davon gesprochen, dass ein Teil davon umgesetzt wird. Sie stellen immer dieselben Fragen: Wie ist die Umsetzung? Bis heute haben wir Verträge, die funktionieren. Ich weiss nicht, wieso Sie nun auf einmal alles anders sehen.

Rösti Albert (V, BE): Wir sehen es unter anderem deshalb anders, weil wir auch in die Zukunft schauen und sehen, dass die automatische Rechtsanpassung ansteht. Auch im Landwirtschaftsbereich haben wir völkerrechtliche Verträge mit der EU.

Müssten nicht gerade Sie als Bauer ein Interesse daran haben, dass wir auch in langfristiger Zukunft eine eigenständige Agrarpolitik für unsere Bauernfamilien führen können, anstatt ein Plädoyer für internationales Recht vor Landesrecht zu halten?

Campell Duri (BD, GR): Die Frage geht in die gleiche Richtung, und die Antworten sind immer dieselben, Herr Rösti.

Le président (de Buman Dominique, président): Monsieur Campell, voulez-vous répondre à une question de Monsieur Matter?

Campell Duri (BD, GR): Ja.

Matter Thomas (V, ZH): Werter Kollege, Sie haben gesagt, man setze immer mindestens einen Teil des Verfassungsartikels um. Können Sie mir für Artikel 121a der Bundesverfassung, also für die Selbststeuerung der Zuwanderung, einen Punkt nennen, der umgesetzt wurde?

Campell Duri (BD, GR): Wir wissen ja, dass wir diese Initiative nicht vollkommen umgesetzt haben. Aber das Ziel, das wir hier drin erreichen wollten, haben wir erreicht, indem wir den Schweizern das Vorrecht auf Arbeit gegeben haben.

Le président (de Buman Dominique, président): J'interromps ici les débats sur cette initiative populaire. Nous



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2018 • Dritte Sitzung • 30.05.18 • 08h00 • 17.046
Conseil national • Session d'été 2018 • Troisième séance • 30.05.18 • 08h00 • 17.046



poursuivrons ultérieurement le débat, selon la liste des orateurs.

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

